

Réf : 001/RO-SNOIE/PAPPEL/122016

OBSERVATION INDEPENDANTE EXTERNE

RAPPORT DE MISSION

CAS PRESUMES D'ACTIVITES D'EXPLOITATION ET DE GESTION FORESTIERE ILLEGALES DANS LE VILLAGE MBOUMO ET SES ENVIRONS

Arrondissement de MESSAMENA, Département du Haut-Nyong, Région de l'Est

Du 01 au 05/12/201

Décembre 2016

PAPPEL Cameroun

BP : 23 Messaména

Tél : 00 237 699 073 693 / 676 342 587 Email : papel.association@gmail.com

Le contenu du présent rapport relève de la seule responsabilité de PAPPEL et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'UE FAO- FLEGT

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
LISTE DES ABREVIATIONS	4
LISTE DES PHOTOS	6
RESUME EXECUTIF	7
CONTEXTE ET JUSTIFICATION	9
I. MATERIEL, METHODES ET COMPOSITION DE L'EQUIPE DE MISSION	12
I.1. Matériel	12
I.2. Méthodes	12
I. 3. Composition de l'équipe de la mission	13
II. FAITS ET IMAGERIE DES FAITS OBSERVES	14
II.1. Exploitation forestière dans la forêt communautaire du GIC Mpag'ra de Mboumo	14
II.2. Exploitation forestière aux voisinages de la FC du GIC Mpag'ra de Mboumo	15
II.2.1. Limites FC de Mboumo et FC ^{le} Messaména/Mindourou	15
II.2.2. Souches et parcs identifiés aux voisinages de la FC	16
II.3. Entretiens avec la communauté de Mboumo sur la gestion des revenus issus de l'exploitation forestière	16
II.4. Droits des communautés riveraines et autres obligations sociales des entreprises attributaires de la VC 1002219 et de la FC ^{le} Messaména/Mindourou	18
II.4.1. Droits des communautés Baka de Lackabo	18
II.4.2. Droits des employés membres de la communauté de Mboumo	19
III. CARTOGRAPHIE DES FAITS	20
III. 1. Mboumo et villages riverains de la FC ^{le} et de la VC dans l'Arrondissement de Messaména	20
III. 2. Localisation des activités d'exploitation forestières dans la FC de Mboumo et ses environs	21
IV. ANALYSE DES FAITS	22

IV.1. Exploitation forestière non autorisée dans la FC du GIC Mpag'ra de Mboumo	22
IV.2. Complicité dans l'exploitation illégale et mauvaise gestion des revenus forestiers destinés pour la réalisation des œuvres sociales dans le village Mboumo	22
IV.2.1. Complicité entre la communauté de Mboumo et l'administration	22
IV.2.2. Complicité entre la communauté de Mboumo et l'exploitant partenaire de la VC 1002219 et de la FC ^{le}	23
IV.2.3. Mauvaise gestion des revenus issus de l'exploitation forestière à Mboumo	24
IV.3. Violation des prescriptions du plan d'aménagement de la forêt communale Messaména/Mindourou	25
IV.3.1. Non-respect des normes techniques d'exploitation forestière par l'entité Commune Messaména/Mindourou et son partenaire	25
IV.3.2. Violation des droits des peuples autochtones contenus dans le plan d'aménagement	25
IV.3.3. Non-respect des « relations populations-forêt » prévues dans le plan d'aménagement	26
IV.3.4. Non-respect des droits des travailleurs	27
V. DIFFICULTES RENCONTREES	27
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	27
VI.1. Conclusion	27
VI.2. Recommandations	28
ANNEXES	29

LISTE DES ABREVIATIONS

APV	: Accords de Partenariat Volontaire
CAE	: Certificat Annuel d'Exploitation
CPCFC	: Chef de Poste de Contrôle Forestier et de Chasse
CNPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CPF	: Comité Paysan Forêt
CTE	: Comité Technique et Etique
EPI	: Equipements de Protection Individuel
FC	: Forêt Communautaire
FC^{le}	: Forêt Communale
FGD	: Focus Group Discussion
FLEGT	: Forest Law Enforcement Governance and Trade
FODER	: Forêt et Développement Rural
GIC	: Groupe d'Initiative Commune
GPS	: Global Positioning Système
MINATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la décentralisation
MINFOF	: Ministère des Forêts et de la Faune
MINFI	: Ministère des Finances
MOIE	: Mission Observation Indépendante Externe
NIMF	: Normes d'Intervention en Milieu Forestier
OIE	: Observation Indépendante Externe
ONG	: Organisation Non-Gouvernementale

- OSC** : Organisations de la Société Civile
- PAPPEL** : Programme d'Appui à l'élevage et de Préservation de la biodiversité par la promotion des microprojets communautaires
- PSG** : Plan Simple de Gestion
- PV** : Procès-Verbal
- SNOIE** : Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe
- SVL** : Système de Vérification de la Légalité
- STBC** : Société de Transformation du Bois et de Commerce
- UTM** : Unit Time Monitoring
- VC** : Vente de Coupe

LISTE DES PHOTOS

Intitulés des photos	Pages
a) Points d'entrée VC et chantiers d'exploitation forestière.....	13
b) Parcs vidés de leur contenu identifiés à l'intérieur de la FC de Mboumo	13
c) Billes d'Ayous et de Tali portant des marques de la FCle et de la VC retrouvées à l'intérieur de la FC de Mboumo	13
d) Souches de Tali et d'Ayous non marquées dans la FC	14
e) Marques à la peinture rouge retrouvées sur le pont de Mokoà l'intérieur de la FC.....	15
f) Souche d'Okan de 1 parc vidé aux voisinages de la FC dans la FCle	15
g) PV de mise en place d'un comité riverain de gestion signé	15
h) Bilan de gestion et extrait d'une recette de des dépenses réalisées	16
i) Extrait du cahier journal de gestion des revenus issus de l'exploitation forestière	17
j) Implantation d'un bâtiment inachevé et abandonné devant abriter l'école maternelle de Mboumo	17
k) 2 tombes endommagées, case détruite et chute d'arbre sur les bananiers au cours de l'activité d'exploitation forestière dans le campement Lackabo	17
l) Contrat de travail d'un prospecteur et bulletin de paie produits par la STBC...	18

RESUME EXECUTIF

PAPEL Cameroun a reçu de certains notables et représentants du Comité Paysan Forêt (CPF) du village Mboumo des informations faisant état d'un cas présumé d'exploitation sans Certificat Annuel d'Exploitation (CAE) dans leur Forêt Communautaire (FC) et une mauvaise gestion des revenus issus de l'exploitation forestière destinés au village. Après analyse des informations reçues, une équipe technique de PAPEL a effectué du 01^{er} au 05 décembre 2016 une mission dans le village Mboumo et ses environs afin d'observer, de vérifier et de documenter lesdites allégations et d'apprécier le respect des obligations sociales des entreprises attributaires de la VC 1002219 et de la FC^{le} Messaména/Mindourou.

Pour y parvenir, l'équipe s'est appuyée sur la recherche/consultation documentaire des lois règlements en vigueur, les entretiens individuels et discussions en groupe avec les communautés villageoises riveraines et une descente sur les lieux d'activités d'exploitation forestière. Au terme de ces investigations, les faits ci-dessous ont été observés :

- Deux pistes d'activités d'exploitation forestière à l'intérieure de la FC n° 196 du GIC Mpag'ra de Mboumo dans les quelles 5 parcs vidés de leur contenu ont été identifiés, deux billes portant des marques de la FC^{le} Messaména/Mindourou n° 1484 et de la VC 10 02 219 et de nombreuses souches non marquées ;
- Deux souches et 3 parcs vidés de leur contenu aux voisinages de la FC n° 196 dans la FC^{le} n°1484;
- L'absence des plaques signalétiques et de layon de délimitation au point d'intersection de la FC^{le} n° 1484 et l'axe Mboumo- Lackabo. Puis la présence des marques à la peinture rouge sur le pont de la rivière Mokoia situé à l'intérieur de la FC de Mboumo ;
- Profanation de 2 tombes, abattage et installation de parcs autour du campement Baka de Lackabo et autres destructions à la suite des activités d'exploitation forestière de la FC^{le} Messaména/Mindourou ;
- Une importante documentation sur la gestion des revenus issus de l'activité forestière perçus de la STBC par les représentants du village Mboumo.

Il ressort de l'analyse des faits ci-dessus, les principales infractions suivantes :

- Complicité d'exploitation forestière non autorisée dans la FC du GIC Mpag'ra de Mboumo et des actes de corruption ; ces faits sont réprimés par l'article 156 de la loi 94/01, les articles 9, 134, 134-1 et 312 du code pénal camerounais;

- Non-respect par la commune Messaména/Mindourou, des dispositions du Plan d'aménagement ; ces faits sont réprimés par les articles 65 de la loi 94/01, 128 de la loi 81/013.

Au vu de tout ce qui précède, la mission recommande :

Au MINFOF d' :

- Initier une mission de contrôle des activités d'exploitation forestière dans la FC n° 196 du GIC Mpag'ra de Mboumo et dans la FC^{1e} Messaména/Mindourou.

Au MINFI d' :

- Initier une mission conjointe de contrôle de la gestion des revenus issus de l'exploitation de la VC 10 02 219 attribuée à Oyé & Compagnie et de la FC^{1e} Messaména/Mindourou dans les villages Mboumo, Ekoh, Lackabo et Ntollock 1.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La gestion participative et la lutte contre la pauvreté sont des piliers de la réforme forestière au Cameroun. Ce Pays forestier du Bassin du Congo et producteur des bois tropicaux s'est engagé comme ses pairs à signer et à ratifier l'Accord de Partenariat Volontaire pour l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux de bois et produits dérivés (APV/FLEGT) avec l'Union européenne. Cet Accord vise à réduire l'exploitation forestière illégale et à promouvoir la gestion durable des forêts. Pour atteindre les objectifs poursuivis par l'Accord ; sa mise en œuvre efficace et efficiente nécessite la réalisation des missions d'observation indépendante tant mandaté (par l'Etat) qu'externe (par les organisations de la société civile). Il faut noter que, l'observation indépendante des forêts est l'une des composantes du système de vérification de la légalité du bois et des produits dérivés(SVL) institué dans l'APV/FLEGT. Il s'agit d'une stratégie formelle qui permet de rendre plus fiable la gestion pérenne des ressources forestières à travers les informations crédibles. De ce fait, elle apporte une contribution importante au contrôle forestier et par conséquent une crédibilité au SVL.

Le gouvernement a pris la ferme résolution d'associer les communes et les communautés villageoises riveraines dans la gestion des ressources forestières et fauniques et des revenus financiers de leur exploitation. Cependant, il est aisé de constater la poursuite des activités forestières illégales sur le territoire camerounais. L'impact de la gestion des revenus financiers issus de cette exploitation sur le développement local est toujours très mitigé (mal gouvernance, faible planification etc.).

PAPEL Cameroun a reçu de certains notables et représentants de CPF du village Mboumo des informations¹ faisant état d'un cas présumé d'exploitation sans CAE dans leur FC et une mauvaise gestion des revenus issus de l'exploitation forestière destinés au village. Le village Mboumo est riverain de deux titres : La FC^{lc}Messaména/Mindourou n°1484 et la VC 10 02 219 attribuée à Oyé & Compagnie. Selon les dires des informateurs, la STBC partenaire exploitant de ces deux titres serait l'auteur présumé de cette exploitation forestière illicite. Le comité de gestion des revenus destinés à la communauté est accusé de gestion illicite en complicité avec l'administration locale.

Les faits ci-dessus sont réprimés aux dispositions réglementaires en vigueur : L'article 156 dispose que : « *l'exploitation forestière non autorisée dans une forêt du domaine national ou communautaire, en violation des articles 52, 53 et 54, sans préjudice des dommages et intérêts sur*

¹ Fiche d'information enregistrée le 1^{er}/11/2016 (Lettre de dénonciation, dépositions verbales, contact téléphonique etc.)

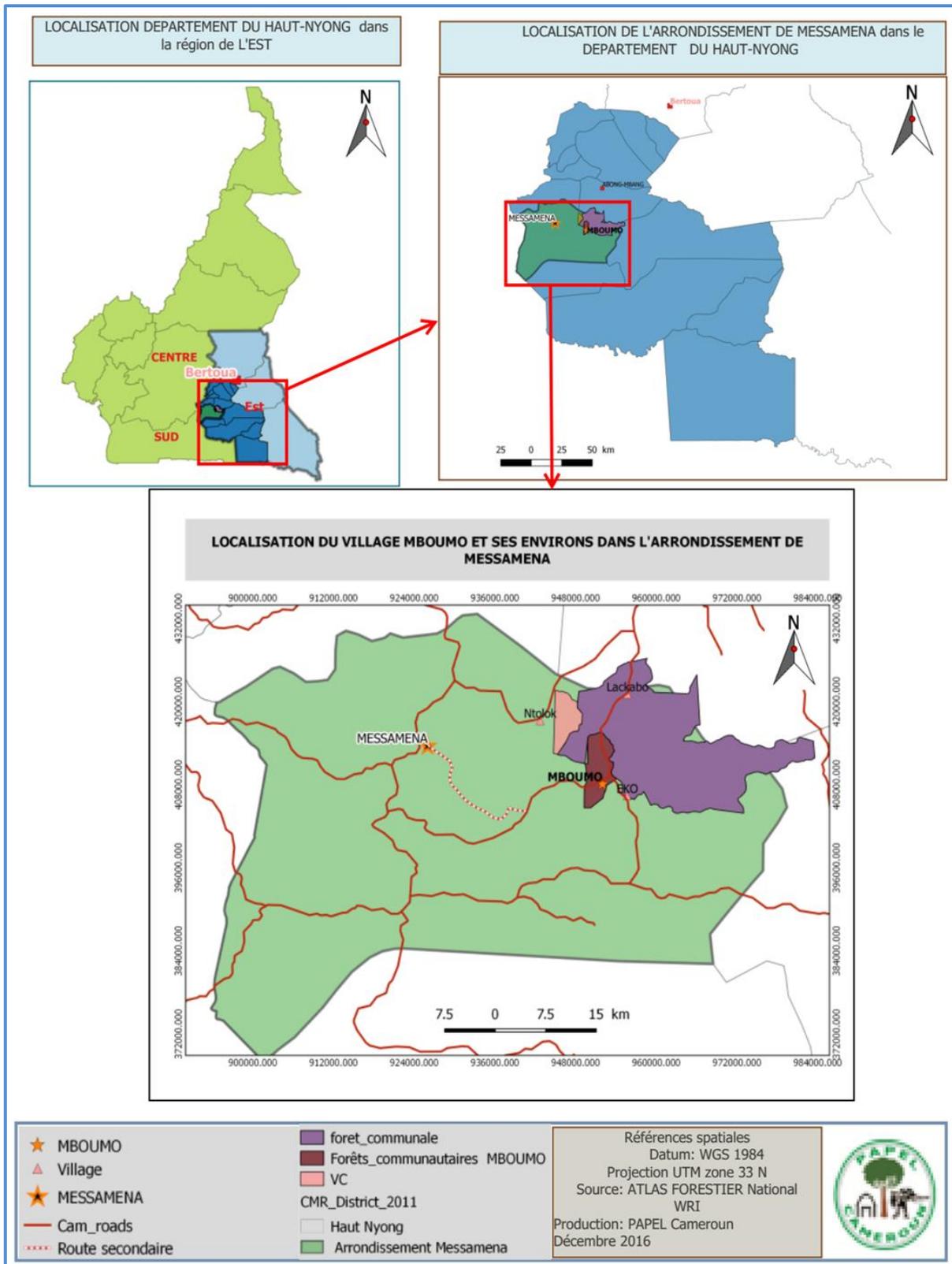
les bois exploités ». L'article 25 de l'arrêté conjoint 0076 du 26 juin 2012 énonce en revanche que : « *Les revenus issus de l'exploitation forestière destinés aux communes et aux communautés villageoises riveraines sont de deniers publics (...)* ».

C'est au regard de tout ce qui précède, que PAPPEL a organisé une mission du 1^{er} au 05 décembre 2016, dans le village Mboumo et ses environs afin de vérifier et documenter lesdites informations.

Plus spécifiquement, il s'agissait de :

- Observer les cas présumés d'exploitation illégale dans la FC de Mboumo;
- Collecter les informations sur la gestion des revenus issus de l'activité forestière réalisée dans ce village et ses environs ;
- Collecter les informations sur le respect des obligations sociales des entreprises concernées;
- Documenter ces cas afin de les transmettre à la Coordination du SNOIE.

Localisation du lieu du déroulement de la mission



I. MATERIEL, METHODES ET COMPOSITION DE L'EQUIPE DE MISSION

I.1. Matériel

Le matériel utilisé pour cette mission est récapitulé dans le tableau 1 ci-dessous.

- Appareil photo Sony 5x ;
- GPS marque *Garmin getrex*, piles
- Ordinateurs portables
- Décamètre
- Bottes, casques, manteaux
- Motos
- Blocs notes, stylo, fiche d'observation, les PV d'entretien,
- Fiches de suivi de la gestion des revenus forestiers et des obligations sociales
- Carte de localisation des différents titres d'exploitation forestière dans la zone
- Plan d'Aménagement de la FC^{le} Messaména/Mindourou, PSG et Rapports d'activités FC du GIC Mpag'ra de Mboumo
- Textes et lois régissant l'exploitation forestière et la gestion des revenus ainsi que ceux de la législation du travail et de la sécurité sociale au Cameroun

I.2. Méthodes

La méthode qui a été utilisée durant cette mission consistait en :

- a) L'entrevue avec l'administration locale (Sous-préfet et CPCFC de Messaména) avant et à la fin de la mission ;
- b) La recherche/consultation documentaire (textes et lois régissant l'activité forestière, cartes forestières, rapports d'évaluation de la gestion des revenus par la commune, etc.) :

Il a été question de rassembler et de consulter les textes juridiques en vigueur au Cameroun, applicables à l'activité forestière. Les cartes forestières et les documents suivants : plan d'aménagement de la FC^{le}, PSG de la FC, rapports d'activités ont été également rassemblés et analysés afin d'apprécier la nature des infractions présumées.

- c) L'observation directe des faits, la prise des photos et de coordonnées GPS des points correspondants, l'identification des essences, des marques retrouvées dans les sites, les réalisations sociales, etc.:

L'observation directe des faits s'est réalisée dans la zone d'exploitation et dans les villages riverains. Il a été question de vérifier les différents cas d'indices d'exploitation forestière illégale dans la FC et ses environs, les réalisations sociales, les photographies et relevés des coordonnées

UTM (zone 33) par le GPS. Ces derniers ont été projetés à l'aide du logiciel QGIS sur fonds topographiques (Abong-Mbang et Akonolinga) pour localiser les faits observés.

Les documents retrouvés dans la communauté de Mboumo ont été consultés, filmés et analysés afin d'apprécier la qualité de la gestion desdits revenus ;

- d) Les entretiens individuels et/ou en groupe avec les acteurs locaux identifiés et les communautés locales:

Ces entretiens en communautés ont connu la participation de 37 personnes pour le village Mboumo, 17 personnes pour le village Ntollock 1, 8 pour le village Ekoh, et 20 Baka pour le campement Lackabo. Des questions ouvertes adressées à ces derniers ont permis de renseigner le respect des obligations sociales des attributaires des titres valides, l'état de la gestion des revenus forestiers destinés pour leur village, la prise en compte de leurs droits, etc. Des PV d'entretiens ont été établis.

I. 3. Composition de l'équipe de la mission

Cette mission était composée d'une équipe constituée de :

- 1) Un Forestier, chef d'équipe;
- 2) Un Juriste Environnementaliste, membre ;
- 3) Un guide et notable du village Mboumo.

Le présent rapport a été élaboré sous la coordination et la supervision générale du Coordonnateur de l'ONG PAPEL.

II. FAITS ET IMAGERIE DES FAITS OBSERVES

II.1. Exploitation forestière dans la forêt communautaire du GIC Mpag'ra de Mboumo

- a) Pistes (2) d'activités d'exploitation forestière partant de l'axe Mboumo- Lackabo à l'intérieur de la FC



Point d'entrée de la VC sur l'axe Mboumo- Lackabo
(Zone 33 N x : 285 312 ; y : 414 252)



Point d'entrée au chantier sur l'axe
Mboumo-Lackabo
Zone 33 N x : 286 275 ; y : 409 311

- b) Cinq (5) parcs identifiés à l'intérieur de la FC



Parc n° 1 situé sur la piste menant dans la VC
Zone 33 N x : 284 935 ; y : 414 228



Parc vidé de son contenu, proche du village Mboumo
Zone 33 N x : 285 300; y : 409 657

c) Billes portant des marques de la FC^{le} et de la VC retrouvées à l'intérieur de la FC

Ayous portant les marques de la FC^{le} n° 1484
Zone 33 N x= 285 279 ; y= 409 872



Tali portant les marques de la VC10 02 219 dans
un parcZone 33 N x : 283 757 ; y : 413 707

d) Souches (10) non marquées identifiées dans la FC



Souche de Sapelli
x : 285 534 ; y : 409 934



Souche d'Ayous
x : 285 279 ; y : 409 872

II.2. Exploitation forestière aux voisinages de la FC du GIC Mpag'ra de Mboumo

II.2.1. Limites FC de Mboumo et FC^{le} Messaména/Mindourou

- Au point d'intersection de coordonnées UTM zone 33 x= 285 900 ; y= 415 110 de la FC^{le} et l'axe Mboumo-Lackabo, l'on n'observe pas de plaques signalétiques et de layon indiquant la limite des 2 titres et notamment celle de la FC^{le} en activité en 2015 et 2016.
- Présence des marques à la peinture rouge sur le pont de la rivière Mokoia situé à l'intérieur de la FC



Pont sur la rivière Mokoia situé dans la FC Zone
33 x : 285 909 ; y : 411 249



Marques à la peinture rouge sur les 2 arbustes en
bordure du cours d'eau

II.2.2. Souches et parcs identifiés aux voisinages de la FC

Souches (02) et parcs aux voisinages de la FC et le long de l'axe Mboumo- Lackabo



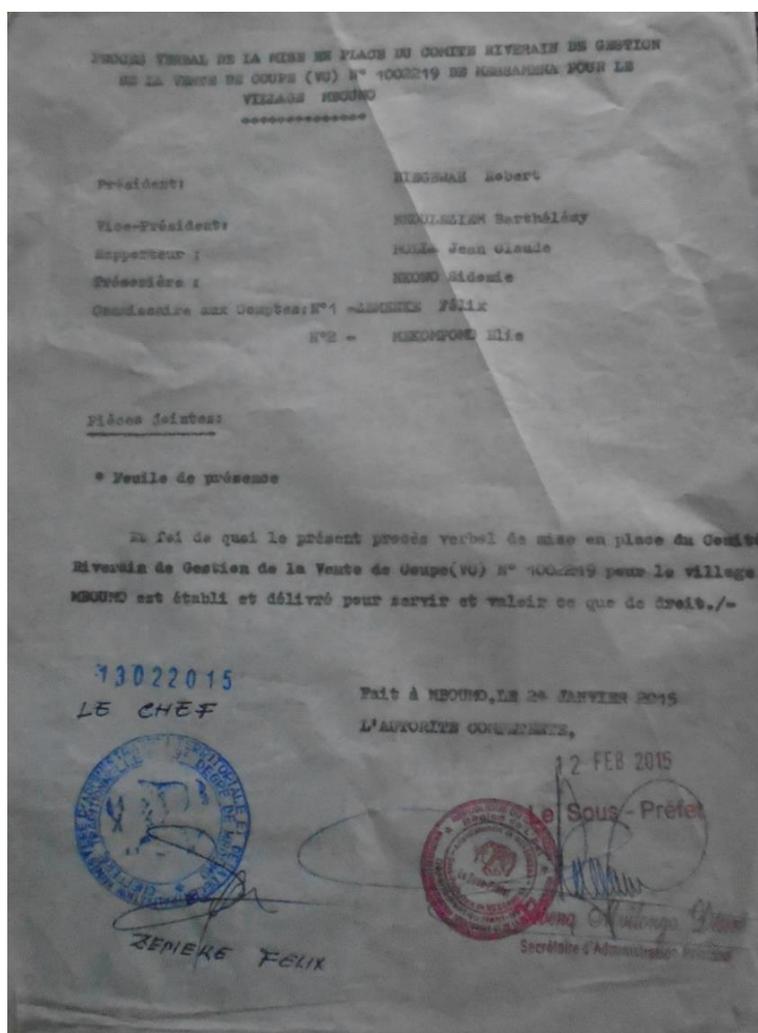
Souche d'Okan
Zone 33 x : 285 776 ; y : 415 083



Parc vidé de son contenu
Zone 33 x : 283080 ; y : 413478

II.3. Entretiens avec la communauté de Mboumo sur la gestion des revenus issus de l'exploitation forestière

- a) Institution d'un comité de gestion des revenus issus de l'exploitation de la VC 1002219



PV de la mise en place du Comité Riverain de gestion signé du Sous-préfet et du Chef de village Mboumo

b) Gestion financière

Le document de gestion financière de la communauté du village Mboumo consulté montre que celle-ci a reçu régulièrement de la STBC des montants financiers en guise de paiement des frais de cubage. Celle-ci serait le partenaire exploitant de la forêt communale Messaména/Mindourou et la VC 10 02 219 attribuée à Oyé et Compagnie. Au cours de la période allant de décembre 2015 à octobre 2016, la communauté a perçu plus de 9 565 500 F CFA pour un total de dépense s'élevant à 8 898 300 F CFA et un solde de 667 200 F CFA. Les photos ci-dessous présentent quelques éléments contenus dans le cahier journal de la communauté.

N°	Date	Objet	Débit	Credit	Solde
		Report	1753800	9565500	8057700
08/09/2016		Frais du dossier de retrait de confiance au chef	50000		
		Achat d'huile et carburant	3500		
11/09/2016		Frais de déplacement Mboumo - Abangba - Retour des Notables remettre le dossier à l'effet de donner leur dossier de retrait de confiance et de désobéissance à leur chef	60000		
		Totaux	8878300	9565500	687200
21/09/2016		Transmission du courrier au S/P L/BIS/SARJP du Préfet au S/P Mna	5000		
		Totaux	8878300	9565500	687200
28/09/2016		Préparatifs de la descente du Préfet à Mboumo le 28/09/2016	20000		
		Totaux	8898300	9565500	667200

1. Extrait du bilan de la gestion financière des revenus issus de l'exploitation de la VC 1002219 reversés à la communauté par STBC

N°	Date	Objet	Débit	Credit	Solde
		Report	2860000	4372000	1512000
1	25/01/2016	Mission du chef à Abangba rétrospective réaffectation du District de Peuhl des eaux affs du Contrôleur Forestier du Mboumo	300000		
2		Paiement de l'impôt des logements maîtres de l'école	50000		
3		Paiement du cubage Mboumomo Elie	25000		
4		Indemnité de fonctionnement dus à M. Koumba Koumboum et André	50000		
5	02/02/2016	Paiement du bois de champs. Entre les autorités Mna et Abangba	2460000		
6	01/2/2016	Mission du chef et du délégué Abangba rencontre des responsables de la Délégation Départementale de la nouvelle police de forêt à Bahoulou	20000		
7	08/02/2016	Missions négociations menées par le chef et M. Jolly	11000		
8	06/02/2016	Frais du cubage du mois de janvier 2016 perçus de la STBC		4420000	
		Paiement du ROF Biegbwal Robert	25000		
		Paiement du ROF Biegbwal Robert	85800		

2. Extrait d'une recette et des dépenses effectuées pour le compte de la gestion des revenus issus de l'exploitation de la VC 1020219

Selon les témoignages des membres de la communauté, il s'agit des revenus correspondant au cubage des bois exploités frauduleusement dans la FC de Mboumo et dans la VC 1002219. D'autres montants financiers déclarés et connus des populations ne figureraient pas dans le document de gestion financière ci-dessus et seraient entre les mains du chef du village Mboumo. Des conflits d'intérêt liés à la gestion desdits revenus ont été relevés et seraient portés à la connaissance des autorités administratives locales (Sous-préfet et Préfet).

L'examen, avec les participants au FGD, du document de gestion financière énonce que plusieurs décaissements ont été effectués soit pour des missions/ déplacements de certains membres de la communauté vers les autorités administratives (Sous-préfet, CPCFC, Préfet,

Délégué départemental du MINFOF) locales vice-versa, soit pour des règlements divers en communauté comme le témoigne les extraits dudit document de gestion ci-dessous.

Date	Objet	Debit	Credit	Saldo
31.12.2015	Report	573000	1127000	630000
	Paiement de salaire du mois de Dec		3145000	
	Unité de fonctionnement du Comité de gestion	630000		
	Indes alloués au chef de 3e de	100000		
	Paiement du carburant Bolla (C. Claude)	50000		
	Achat nourriture du village	245000		
	Paiement de carburant: Melomromp Elie Sinqua Michel	50000		
	Soutien aux personnes du 3e age	180000		
3.01.2016	Achat du matériel de la cage	250000		
	Paiement maître SALOULO Christian	30000		
13.01.2016	Mission à Mina de Epoumba Fipoual et Mavouy Randry	100000		
	Soutien aux pers. de 3e age	60000		
16.01.2016	Salaire du serfimeotis 1215216	23000		
	de Mavouy Randry	47000		
16.01.2016	Financement du carburant pour le service de Eau Forcée et l'usine minière de Abong Mbanga	50000		
16.01.2016	Construction du SPT et chat Pottier de Mina après arrêt du chantier de plantation	500000		
19.01.2016	Achat carburant et lubrifiant pour le service de réparation logement	60000		
	Totaux à reporter	2160000	1327000	1502000

3. Extrait des sommes décaissées

Date	Objet	Debit	Credit	Saldo
	Report	6112000	8492000	2349200
1	Achat carburant et lubrifiant pour chantier de construction	50000		
2	Achat matériel de la pharmacie de la casproule en remède	200000		
3	Paiement du salaire du bois/logement des maître	50000		
4	Réalisation projet construction école maternelle à Banga etc.	500000		
5	Soins de santé	25000		
	Totaux à reporter	6967000	8492000	1524200

4. Extrait d'un décaissement pour réaliser le projet de construction de l'école maternelle



5. Implantation d'un bâtiment inachevé et abandonné devant abriter une école maternelle à Mboumo

II.4. Droits des communautés riveraines et autres obligations sociales des entreprises attributaires de la VC 1002219 et de la FC^{le} Messaména/Mindourou

II.4.1. Droits des communautés Baka de Lackabo

La communauté Baka de Lackabo est installée bien longtemps dans ce site avant l'attribution du massif forestier à la commune de Messaména/Mindourou. Des témoignages recueillis énoncent que des dégâts présentés sur les photos ci-dessous ont été commis au passage des engins appartenant à STBC partenaire exploitant de la FC^{le} Messaména/Mindourou. D'autres faits non documentés seraient commis à proximité du campement.



2 tombes endommagées au passage d'engin



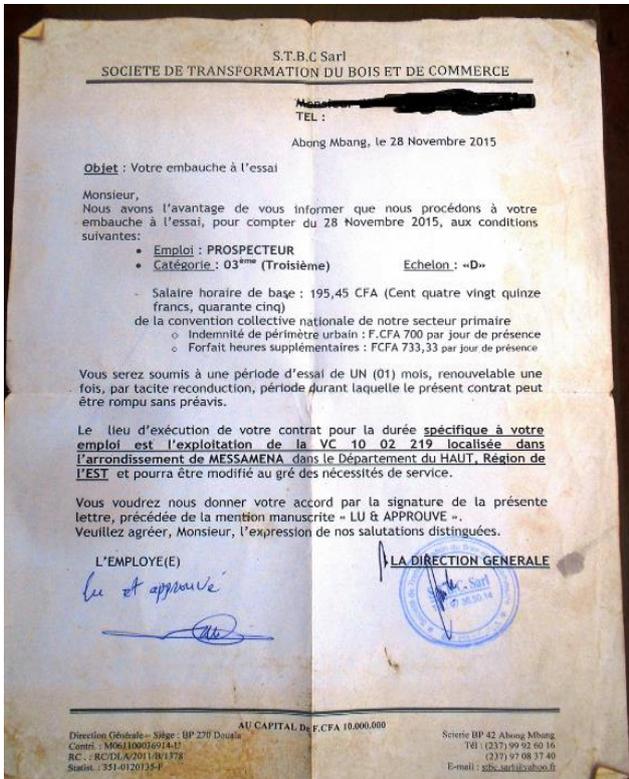
Case en construction détruite au passage d'engin



Arbre détruisant les bananiers plantains
Zone 33 x : 288 308 ; y : 413 350

II.4.2. Droits des employés membres de la communauté de Mboumo

Les témoignages des communautés font état d'un très faible recrutement de la main d'œuvre locale et de mauvais traitement salarial.



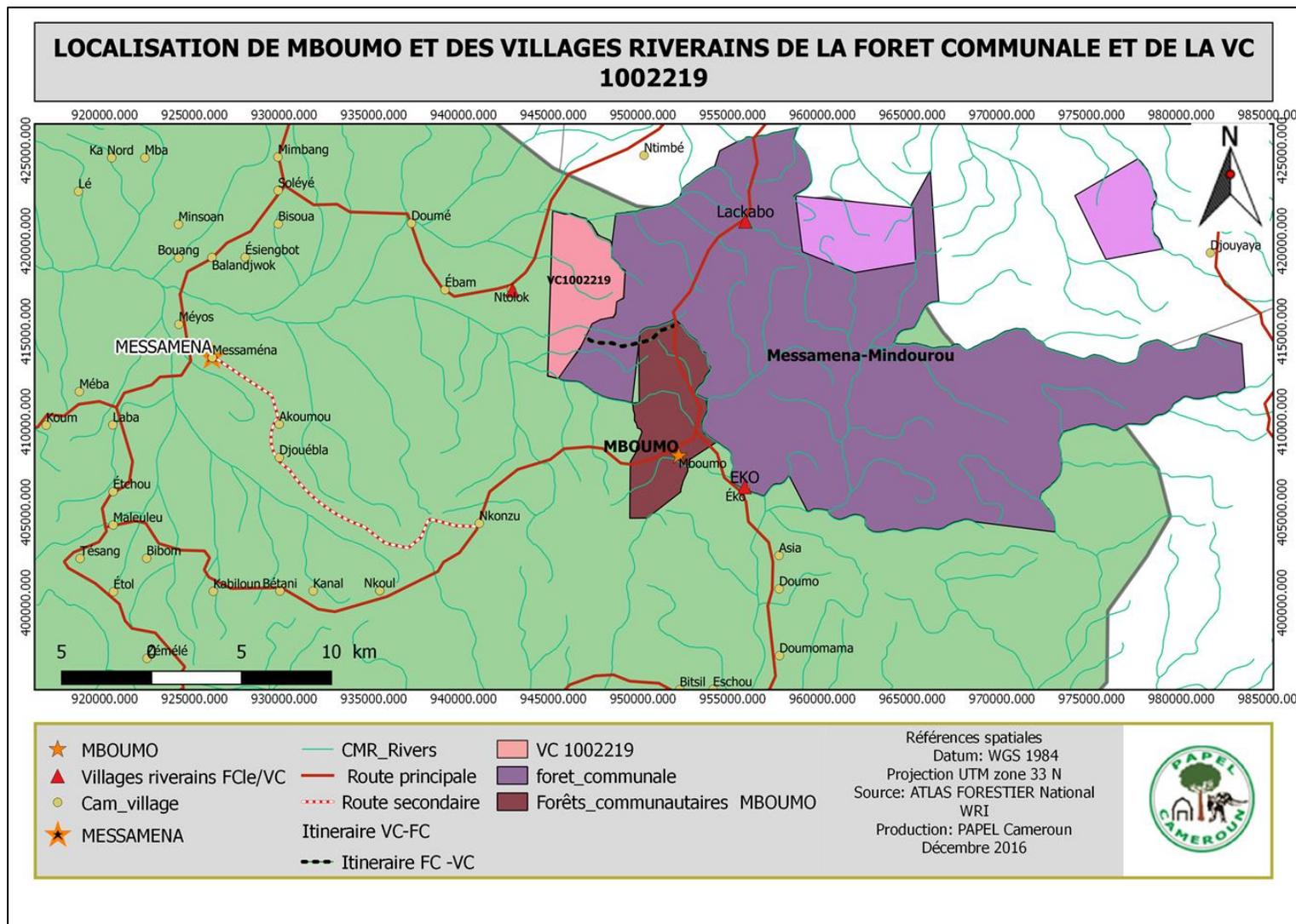
Contrat de travail STBC d'un prospecteur, membre de la communauté



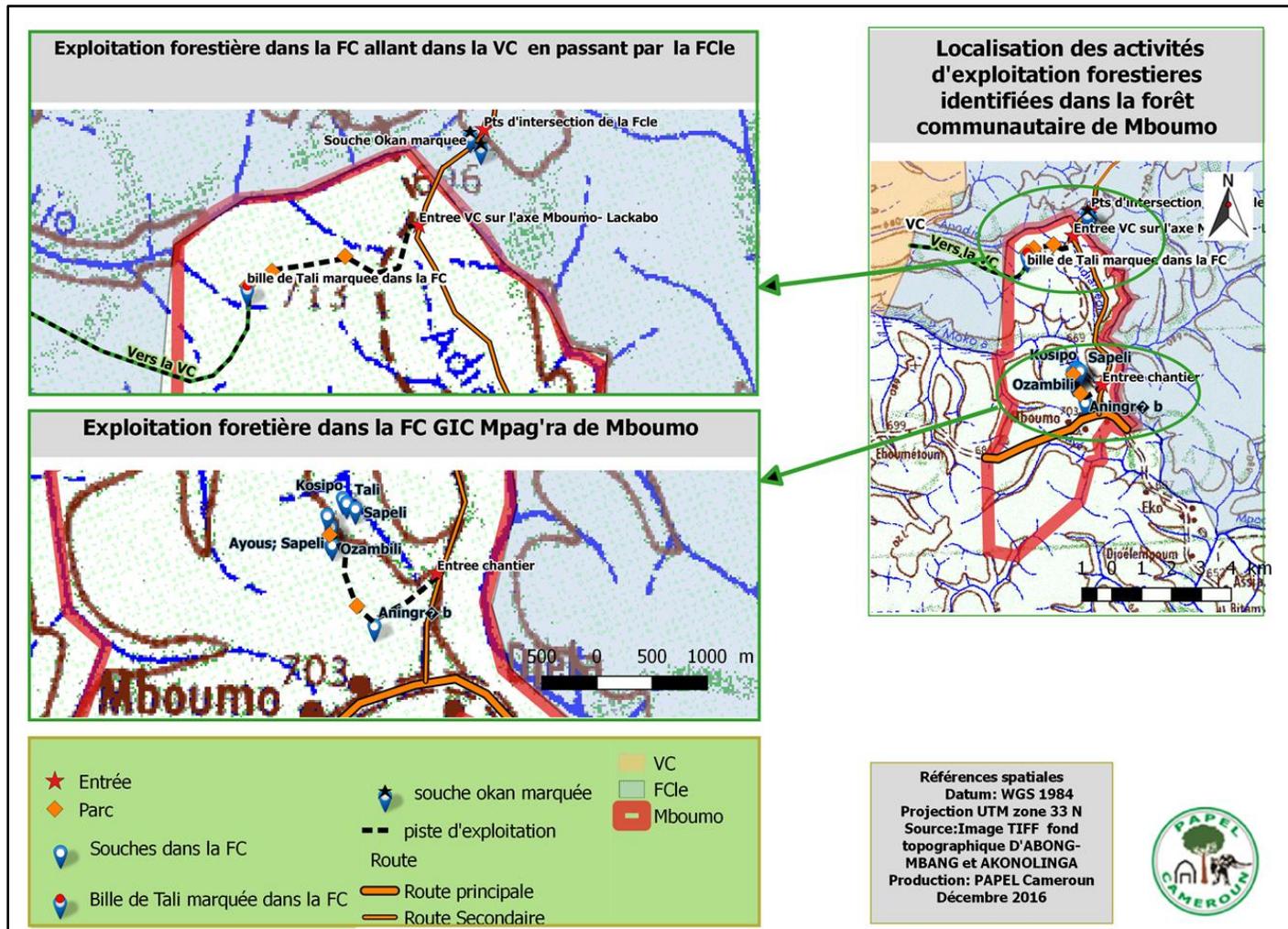
Bulletin de paie d'un ouvrier, membre de la communauté

III. CARTOGRAPHIE DES FAITS

III. 1. Mboumo et villages riverains de la FC^{le} et de la VC dans l'Arrondissement de Messaména



III. 2. Localisation des activités d'exploitation forestières dans la FC de Mboumo et ses environs



IV. ANALYSE DES FAITS

IV.1. Exploitation forestière non autorisée dans la FC du GIC Mpag'ra de Mboumo

La communauté du village Mboumo regroupée en entité juridique GIC Mpag'ra est bénéficiaire d'une FC de 3700 ha enregistrée au MINFOF sous le numéro du titre 196. Elle est en arrêt d'activité d'exploitation forestière depuis 2012 et par conséquent ne figure pas dans la liste des titres d'exploitation opérationnels rendus public par le MINFOF du 02 avril 2015 et du 31 mars 2016.

Aux regards des faits observés, les indices d'activité d'exploitation projetés sur la carte et les témoignages collectés dans le village Mboumo, il est bien établi qu'une exploitation sans Certificat Annuel d'Exploitation (CAE) valide s'est opérée dans cette FC. Par ailleurs, les empreintes du marqueur retrouvées sur des grumes (paragraphe I.1. c) notamment 10 02 219 et 1484) dans la FC sont respectivement celles de la VC attribuée à Oyé et Compagnie et à la FC^{le} de Messaména/Mindourou. En outre, tout au long de l'axe Mboumo- Lackabo, des pistes d'activité forestières ont été identifiées à l'intérieur de la FC allant vers la VC 1002219. Des souches et parcs ont été identifiés à l'intérieur de la FC^{le} n° 1484 en activité depuis 2014 (voir carte des faits observés). Il en ressort de ce qui précède qu'Oyé & Compagnie, la commune Messaména/Mindouro et leur partenaire exploitant STBC seraient sans doute les auteurs de cette exploitation. Ces faits sont contraires aux dispositions de la loi forestière de 1994 en son article 54 qui énonce que : « *L'exploitation d'une forêt communautaire se fait (...) en régie, par permis conformément au plan de gestion approuvé par l'administration des forêts* » et réprimés par l'article 156 alinéa 3 de la même loi d'après lequel « *l'exploitation forestière non autorisée dans une forêt du domaine national ou communautaire, en violation des articles 52, 53 et 54, sans préjudice des dommages et intérêts sur les bois exploités tel que prévu par l'article 159*».

IV.2. Complicité dans l'exploitation illégale et mauvaise gestion des revenus forestiers destinés pour la réalisation des œuvres sociales dans le village Mboumo

IV.2.1. Complicité entre la communauté de Mboumo et l'administration

Certains membres de la communauté de Mboumo auraient sollicité de l'administration locale (Sous-préfet de Messaména) l'installation d'un nouveau comité de gestion des revenus issus de l'exploitation forestière (voir II.3.a)). Nonobstant l'existence du « *Comité Riverain Badjoué Nord* » dont Mboumo fait partie, légitimement et légalement constitué par décision n°

007/D/B13.04/BADL du 29 juillet 2013, un autre comité a été mis en place par la même autorité.

Ce premier comité de gestion avait été constitué conformément aux dispositions de l'arrêté conjoint 0076/MINFI/MINATD/MINFOF du 26 juin 2012 fixant les modalités de planification, d'emploi et de suivi de la gestion des revenus provenant de l'exploitation des ressources forestières et fauniques destinés aux communes et aux communautés villageoises riveraines. Toutefois, le second comité n'est pas conforme aux dispositions dudit arrêté. Sa composition (voir PV de la mise en place du Comité Riverain ci-dessus) est contraire aux dispositions de l'article 17 (1) qui dispose que : « *Le Comité Riverain est composé ainsi qu'il suit :- Président : Une Personnalité élue par les Communautés concernées ; Vice-Président : un chef traditionnel, élu par ses pairs ; Rapporteur : un Conseiller Municipal, élu par ses pairs, originaire de la localité. Les membres : un (01) représentant par village riverain concerné ; Le Président de la Commission en charge du développement social ou infrastructurel du Conseil municipal, rapporteur du Comité Communal, un (01) représentant des populations autochtones (...)* » et l'article 21 qui stipule que : « *Le Receveur Municipal territorialement compétent fait office d'Agent Financier du Comité et remplit ses missions (...)* ». De ce fait, ce comité du fait sa composition ne saurait percevoir d'Oyé & Compagnie et son partenaire STBC, les frais de cubage et par conséquent n'est pas habilité à gérer les revenus financiers issus de l'exploitation forestière de la VC1002219 et de tout autre titre, destinés à la communauté de Mboumo.

Par ailleurs, l'utilisation des fonds issus des revenus de l'exploitation « *des forêts non communautaires et non communales* » se fait suivant les dispositions de l'article 6 de l'arrêté conjoint 0076 qui énonce que 30% des revenus sont destinés à « *la réalisation des infrastructures de développement destinées aux communautés villageoises riveraines* ». L'article 18 (1) quant à lui précise que « *Le Maire est l'ordonnateur des dépenses relevant de la quote-part destinée aux communautés* ». L'usage fait des fonds reçus est contraire à toutes ces dispositions réglementaires; car une bonne partie desdits revenus a été affectée au soutien à l'autorité administrative de Messaména et d'Abong-Mbang (confère II.3.b) 2 et 3).

IV.2.2. Complicité entre la communauté de Mboumo et l'exploitant partenaire de la VC 1002219 et de la FC^{le}

Deux billes portant des marques de la VC et de la FC^{le} ainsi que de nombreux souches et parcs sont identifiés dans la FC (voir carte des faits) pendant la période d'activité de la VC (confère liste des titres d'exploitation opérationnels mars 2015). Il s'agirait ici d'un blanchi-

ment du bois frauduleusement coupé dans la FC qui aurait été évacué avec les documents sécurisés des titres valides (VC 10 02 219 et FC^{le}1484). Ceci ne saurait se faire sans le consentement des responsables de l'entité juridique GIC Mpag'ra de Mboumo (gestionnaire de la FC) et certaines personnes influentes du village (chef et notables).

De plus, les entretiens (FGD) et les informations/documents disponibles révèlent qu'Oyé & Compagnie et son partenaire exploitant STBC ont rendu public à la communauté, le cubage des bois exploités dans la VC et frauduleusement dans la FC. La STBC ne figure pas dans la liste des entreprises forestières agréées à la profession d'exploitant forestier en activité rendue public par le MINFOF du 28 mars 2016.

Enfin, certains membres de la communauté ont régulièrement perçu de la STBC des frais de cubage du bois coupé frauduleusement dans la FC et dans les champs (voir II.3.b) 2.).

IV.2.3. Mauvaise gestion des revenus issus de l'exploitation forestière à Mboumo

L'article 16 (1) de l'arrêté 0076 dispose que : « *Sur la base des besoins préalablement identifiés, le Comité Riverain adopte en assemblée plénière, les programmes et plans des travaux, les budgets correspondants (...) transmet au Comité Communal lesdits éléments contenus dans le Plan de Développement Local* ». Cette disposition est renchérie par celle de l'article 68 (1) et (2) de la loi 94/01 du 20 janvier 1994 d'après lequel « *en vue du développement des communautés villageoises riveraines de certaines forêts du domaine national mises en exploitation, une partie des revenus tirés de la vente des produits forestiers doit être reversée au profit desdites communautés (...) La contribution des œuvres sociales est reversée en totalité aux communes concernées. Elle ne peut recevoir aucune autre affectation* ».

La revue du cahier journal du comité de gestion relève que des décaissements sont effectués soit pour le paiement des indemnités des membres du comité de gestion, soit pour achat de nourriture au village etc. (voir II.3. b) 3).

Les fonds destinés à la réalisation des œuvres sociales ne reflètent pas les montants des sommes décaissées à cet effet (voir II.3.b) 4.). Ce système de gestion des revenus mis en place est contraire aux normes de la comptabilité publique prescrites par l'arrêté conjoint 0076. L'article 25 énonce que « *les revenus issus de l'exploitation forestière destinés aux communes et aux communautés villageoises riveraines sont des deniers publics (...)* ».

De tout ce qui précède, il y a une très forte présomption de complicité d'exploitation frauduleuse couplée de pratique de corruption dans un titre non valide entre les communautés,

l'administration et la STBC. Ces faits sont réprimés par les articles 9, 134, 134-1 et 312 de la loi du 12 juillet 2016 portant code pénal camerounais.

IV.3. Violation des prescriptions du plan d'aménagement de la forêt communale Messaména/Mindourou

IV.3.1. Non-respect des normes techniques d'exploitation forestière par l'entité Commune Messaména/Mindourou et son partenaire

Au vue de l'absence de layon de délimitation et de plaques signalétiques relevées au point II.2 1 ci-dessus, ces faits sont contraires aux dispositions de l'article 4 alinéa 1 et 2 de l'arrêté 222/A/MINEF/25 mai 2001 portant Procédures d'élaboration, d'approbation, de suivi et de contrôle de la mise en œuvre, des plans d'aménagements des forêts de production. Il dispose que : « (...) la matérialisation des limites est une opération d'aménagement (...); elle consiste à marquer clairement sur le terrain les contours de la forêt ». « La limite entre la concession et le domaine forestier non-permanent, un layon marqué à la peinture est ouvert sur une largeur de 5 mètres où toute végétation (...) est coupée au ras du sol et tous les arbres non protégés de moins 15 cm sont abattus ». Ces faits sont réprimés par l'article 65 de la loi 94 qui dispose que : « Toute infraction aux dispositions de la présente loi ou des textes réglementaires pris pour son application et notamment la violation des prescriptions d'un plan d'aménagement d'une forêt communale (...) entraîne soit la suspension, soit en cas de récidive le retrait du titre d'exploitation ou le cas échéant de l'agrément (...) » et l'article 128 de la loi 81/013 du 27 novembre 1981.

IV.3.2. Violation des droits des peuples autochtones contenus dans le plan d'aménagement

Les faits observés (destruction d'environ 12 bananiers plantains, coupe de bois autour des campements, profanation de 2 tombes et une case etc.) à Lackabo (campement Baka) et les témoignages des Baka lors des entretiens sont contraires aux dispositions du plan d'aménagement de la FC^{le} Messaména/Mindourou. Le point 5.4 page 114, intitulé : Droits des peuples autochtones énonce que : « Les droits coutumiers et légaux des Baka de Lackabo à la propriété, à l'usage et la gestion, des territoires et ressources doivent être reconnus et respectés² ».

²Plan d'aménagement Forêt Communale Messaména/Mindourou réalisé avec l'appui de Tropical Forest Management, Avril 2012

Egalement, l'article 8 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dispose que : « 1. Les autochtones, peuples et individus, ont le droit de ne pas subir d'assimilation forcée ou de destruction de leur culture. 2. Les États mettent en place des mécanismes de prévention et de réparation efficaces visant :

- a) Tout acte ayant pour but ou pour effet de priver les autochtones de leur intégrité en tant que peuples distincts, ou de leurs valeurs culturelles ou leur identité ethnique ;
- b) Tout acte ayant pour but ou pour effet de les déposséder de leurs terres, territoires ou ressources ;
- c) Toute forme de transfert forcé de population ayant pour but ou pour effet de violer ou d'éroder l'un quelconque de leurs droits ».

Cette disposition est également violée par l'exploitant de la FC^{le} et nécessite d'être sanctionné.

IV.3.3. Non-respect des « relations populations-forêt » prévues dans le plan d'aménagement

L'absence des réalisations sociales issues des revenus provenant de l'exploitation de la FC^{le} et les témoignages des villages riverains³: Ekoh, Mboumo, Lackabo et Ntollock 1 lors des FGD montrent que la commune Messaména/Mindourou n'a pas respecté les dispositions prescrites dans son plan d'aménagement. Le paragraphe 5.3, page 113 énonce que : « (...) l'argent perçu lors du paiement des prestations diverses et de la vente du bois contribuent efficacement au développement (...). Ces revenus doivent théoriquement être gérés (...) prévu par l'arrêté » conjoint 0076 ». Celui-ci énonce en son article 5 que « Les revenus de l'exploitation des forêts communales sont répartis entre les communes et les communautés villageoises riveraines comme suit :

- 30 % pour la réalisation des infrastructures de développement destinées aux communautés villageoises riveraines ;
- 70 % destinés aux communes concernées par la forêt pour les actions de développement de tout le territoire de compétence de la commune »

Les faits ci-dessus sont contraires à l'article 32 (1) de la Loi 94 qui dispose que : « L'exécution du plan d'aménagement d'une forêt communale relève de la commune concernée, sous le contrôle de l'administration chargée des forêts qui peut, sans préjudice des dispositions de la loi portant organisation communale, suspendre l'exécution des actes contraires aux indications du plan d'aménagement ».

³ Rapport de l'étude socioéconomique FC^{le} Messaména/Mindourou réalisé en 2009, PAPEL/CTFC

IV.3.4. Non-respect des droits des travailleurs

Le dépouillement des documents (contrat et bulletin de paie) mis à la disposition de l'équipe de mission par quelques travailleurs de STBC partenaire exploitant de la VC et de la FC^{le} a permis de constater que :

- Le contrat établi entre un ouvrier et la STBC est celui d'une embauche à l'essai depuis le 22 novembre 2015. Jusqu'à ce jour le concerné est toujours en activité à la STBC sous ce contrat. De plus, la STBC n'est attributaire ni de la VC 10 02 219 ni de la FC^{le} ;
- L'absence d'un numéro d'affiliation de l'employé à la CNPS ;
- Mauvaise rémunération de l'employé au regard de sa catégorie professionnelle et selon la convention collective du secteur d'exploitation forestière.

Les faits ci-dessus sont contraires aux dispositions de l'article 28 (2) du code du travail de la loi 92/007 du 14 août 1992 qui dispose que « *L'engagement à l'essai doit être stipulé par écrit. Il ne peut être conclu pour une durée supérieure au délai nécessaire pour mettre à l'épreuve le personnel engagé, compte tenu des techniques et usages de la profession. Dans tous les cas l'engagement à l'essai ne peut porter, renouvellement compris, que sur une période maximale de six (6) mois* ».

V. DIFFICULTES RENCONTREES

Les difficultés rencontrées tout au long de cette mission sont entre autre :

- Le très mauvais état de la route et les pluies;
- Climat social très détérioré dans les différents villages : plusieurs accusations, de nombreuses informations et données collectées, complicité diverse, etc.
- La réticence de certaines personnes à fournir des informations ;
- Accès à certaines informations/données (cahiers de charge d'Oyé & Compagnie, reçus de paiement délivrés par STBC, etc.).

Ces dernières n'ont pas pour autant empêcher l'atteinte des résultats de la mission.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

VI.1. Conclusion

Auregard des données collectées, les faits observés et des informations obtenues lors des entretiens, les activités d'exploitation et de gestion financière dans le village Mboumo et ses

environs sont établis. L'analyse des faits observés montre une complicité orchestrée par certains responsables de la communauté du village Mboumo et des agents de l'administration locale ainsi que les concessionnaires. Il en ressort que :

- Une exploitation non autorisée a été effectuée dans la FC 196 attribuée au GIC Mpag'ra de Mboumo en arrêt d'activités depuis 2012 ;
- Une complicité d'exploitation forestière illégale et pratique de corruption ;
- Violations de certaines prescriptions du plan d'aménagement de la FCle Messaména/Mindourou et de nombreuses dispositions de la loi forestière de 1994.

VI.2. Recommandations

AU MINFOF:

- Initier une mission de contrôle des activités d'exploitation forestière dans la FC du GIC Mpag'rade Mboumo et dans la FC^{le} Messaména/Mindourou (N° 1484) ;
- Sanctionner les contrevenants conformément à la réglementation en vigueur au Cameroun.

AU MINFI :

- Initier une mission conjointe de contrôle de la gestion des revenus issus de l'exploitation de la VC 10 02 219 attribuée à Oyé & Compagnie et de la FC^{le} Messaména/Mindourou.

A LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

- Initier une mission d'évaluation participative de l'impact de l'exploitation de la forêt communale sur le peuple Baka de Lackabo.

A LA COORDINATION DU SNOIE :

- Transmettre après validation du CTE, le présent rapport de mission aux autorités compétentes;
- En absence de l'avis des autorités compétentes, rendre public le contenu du présent rapport.

ANNEXES**ANNEXE 1 : LISTE DES COORDONNEES GPS DES INFRACTIONS OBSERVEES**

N°	DESIGNATION	LONGITUDE (X)	LATITUDE (Y)	ALTITUDE (m)	ZONE
1	Site étang non réalisé	0285495	0408887	722 (POINT 50)	33 N
2	Souche N°1 Aningré blanc	0285706	0408880	701 (POINT 51)	33 N
3	Souche N°2 Fraquet	0285698	048794	704 (POINT 52)	33 N
4	Parc N° 1	0285549	0409015	692 (POINT 53)	33 N
5	Parc N° 2	02285300	0409657	722 (POINT 58)	33 N
6	Souche N°3 Ayos Billes Ayos(2), Sapeli (2) abandonnées	0285289	0409659	723 (POINT 59)	33 N
7	Souche N°4 Tali	0285315	0409738	719 (POINT 60)	33 N
8	Souche N°5 Mavingui	0285316	0409772	725 (POINT 61)	33 N
9	Souche N°6 Ozambili	0285323	0409607	716 (POINT 62)	33 N
10	Souche N°7 Ayos	0285279	0409872	706 (POINT 63)	33 N
11	Souche N°8 Kosipo	0285420	0410025	692 (POINT 64)	33 N
12	Souche N°9 Tali	0285454	0409985	737 (POINT 65)	33 N
13	Souche N°10 Sapeli	0285534	0409934	705 (POINT 66)	33 N
14	Entrée chantier	0286275	0409311	710 (POINT 67)	33 N
15	Carrefour Bidoumo	0286288	0410062	711 (POINT 68)	33 N
16	Piste FC-VC Parc N°1	0284935	0414228	681 (POINT 69)	33 N
17	Parc N°2	0284644	0413972	727 (POINT 70)	
18	Carrefour N°1 2 Bretelles	0284329	0413862	708 (POINT 71)	
19	Parc N° 3	0283983	0413838	734 (POINT 72)	
20	Carrefour N° 2 Parc N° 4 Bille Tali DF10 : 1002219/000 75527/04 1 07/12/2015	0283757	0413707	640 (POINT 73)	
21	Carrefour N°3	0283725	04135339	716 (POINT 74)	
22	Carrefour N° 4 Parc N° 5	0283359	0413494	685 (POINT 75)	
23	Parc N° 6	0283080	0413478	690 (POINT 76)	
24	Entrée VC dans la FC	0285312	0414252	726 (POINT 77)	
25	Souche 1 Okan marquée 20/08.2016	0285873	0414976	734 (POINT 78)	
26	Souche 2 Okan marquée 20/08.2016 DF 10 : 000 81287/14 2 84	0285776	0415083	729 (POINT 79)	
27	Entrée FCle	0285900	0415110	728 (POINT 80)	
28	Plantation Baka détruite	0288308	0413350	735 (POINT 81)	
29	Chefferie Ntollock1	0271040	0417961	692 (POINT 82)	
30	Entrée VC Oyé et Cie Ntimbet – Ntollock1	0283912	0425432	737 (POINT 83)	
31	Pont Mekoua	0285909	0411249	684 (POINT 87)	

Annexe 2 : Titres d'Exploitation Opérationnels du 28 mars 2016



Titre d'exploitation	N°	N° Titre	N° UFA	Attributaire	Année d'attribution	Localisation	Superficie (ha)	Prix d'attribution	Observations
Forêts communales									
Forêts communales attribuées avant le 16 décembre 2011									
	1	388	FC DIMAKO	CRD	13/06/2001	Dinako	16 240		
	2	1475	FC MOLOUNDOU	CRM	11/03/2005	Moloundou	42 612		
	3	1476	FC GARIGOMBO	CRGG	04/10/2006	Garigombo	34 199		
	4	1478	FC YOKADOUNA	CRY	11/05/2005	Yokadouna	22 206		
	5	1479	FC DJOUM		19/06/2002	DJOUM	15 270		
	6	1480	FC MESSONDO	CRME	04/10/2006	MESSONDO	16 864		
	7	1481	FC DZENG	C DZENG	17/09/2010	DZENG	21 212		
	8	1482	FC NANGA-EBOKO	CNE	16/11/2009	Nanga Eboko	20 000		
	9	1483	FC MINTA	C MINTA	17/09/2010	MINTA	41 087		
	10	1484	FC MESSAMENA	C MESSAMENA	31/12/2010	MINDOUIROU/MESSAMENA	36 706		
	11	1485	FC AKOM2 ET EFOULAN	FC AKOM2 ET EFOULAN	17/09/2010	AKOM2 / EFOULAN	17 226		
	12	1486	Commune de Ndiakou	CN	29/06/2011	Ndiakoumeki	20 000		
Forêts communales attribuées après le 16 décembre 2011									
	13	1487	Commune d'Ambara	CA	18/02/2015	Ambara	45 895		
	14	1488	Commune de Bélo et Diang	CBD	03/06/2014	Bélo / Diang	69 500		
	15	1489	1489	FC DOUME	23/09/2014	Doumé	45 359		
	16	1490	1490	DOUMAITANG	12/11/2014	Doumaïtang	34 718		
	17	1491	Commune de Mvangan	FC MVANGAN	07/11/2012	Mvangan	33 721		
	18	1492	Commune de Lomié	FC LOMIE	08/06/2010	Lomié	39 507		
	19	1493	Commune d'Oveng	C OVENG	31/01/2014	Oveng	14 671		
TOTAL FORETS COMMUNALES							586 992		

Titre d'exploitation	N°	N° Titre	N° UFA	Attributaire	Année d'attribution	Localisation	Superficie (ha)	Prix d'attribution	Observations
Titres attribués avant le 16 décembre 2011									
Convention d'exploitation définitive	1	1 001	09.006	SFF	15/04/1998	Djoum/Mintom	59 238	2 000	
	2	1002	08.006	SFB (BOURAKA) SARL	27/03/1998	Yoko	51 450	1 500	
	3	1003	10.018	STBK	27/03/1998	Yokadouna	81 197	1 500	
	4	1004	10.015	CIBC	15/02/2001	Moloundou	130 373	1 500	
	5	1005	09.023	COP	09/06/2009	Ma'an	56 192	1 500	
	6	1007	10.023	SFCS	27/03/1998	Yokadouna	37 996	1 500	
	7	1010	10.007	SEBC	27/03/1998	Yokadouna / Salapoumbé	122 294	2 000	
	8	1011	09.025	SCIEB	27/03/1998	Campo	88 147,84	1 500	
	9	1012	10.054	SFID	27/03/1998	Lomié / Mbang	67 942	1 500	
	10	1013	10.011	SAB	27/03/1998	Salapoumbé	48 554	2 000	
	11	1014	10.029	SFDB	27/03/1998	Messok	46 922	1 575	
	12	1015	10.051	GRUMCAM	27/03/1998	Ndiébé	86 096	1 800	
	13	1016	10.012	SEFAC	24/07/1998	Salapoumbé	59 340	1 500	

Convention d'exploitation définitive	N°	N° Titre	N° UFA	Attributaire	Année d'attribution	Localisation	Superficie (ha)	Prix d'attribution	Observations
	14	1017	08.004	KHOUM	27/03/1998	Nyambé Tal	88 050	1 500	
	15	1018	10.021	GREEN VALLEY	27/03/1998	Yokadouna	66 183	2 500	
	16	1019	10.041	SCODETRANCAM	30/12/2010	Lomié	64 961	1 400	Concessions regroupées
	17	1055	10.042	SCODETRANCAM	05/10/2001	Lomié / Mindourou	44 249	4 000	
	18	1056	10.044	SCODETRANCAM	30/12/2010	Mindourou	66 861	4 770	
	19	1021	10.061	PLACAM	12/10/2001	Bélo / Berrisa	28 387	3 100	
	20	1022	10.009	NERAC	14/03/2000	Yokadouna / Salapoumbé	02 287	1 500	
			10.001				69 018	1 500	
			10.002				22 784	1 500	
	21	1023	10.003	CPC	13/08/1996	Yokadouna	48 830	1 500	
			10.004				52 473	1 500	
			10.004				48 062	1 500	
	22	1026	08.007	SERM	14/03/1996	Nanga Eboko	59 910	1 500	
			08.003			Yoko	100 000		
	23	1027	07.002	EDEATECH	05/2010	Edia	125 568	2 000	
	24	1028	00.003	MMRG	20/10/2000	Edia / Messoko/Bipindi / Krebi	49 649	3 550	
	25	1031	00.009	INC Sarl	06/10/2000	Yoko	49 649	3 550	
			09.003				138 652	1 500	
	26	1032	09.004a	LOREMA	30/10/2000	Djoum / Mintom	138 652	1 500	
			09.005a				40 368	1 500	
	27	1035	09.013	SOBOCA	11/01/2001	Mvangan	38 247	2 500	
	28	1036	09.019	COP	25/10/2000	Ebolowa / Mvangan / Ambara	76 062	4 550	
	29	1037	09.024	SCIEB	02/12/2011	Ma'an	82 571	1 835	
	30	1038	10.020	SIM	27/04/2012	Yokadouna	126 988	4 100	
	31	1040	10.026	ALPICAM	12/10/2000	Garigombo / Yokadouna	41 202	4 050	
	32	1041	10.031	PALLISCO	21/10/2010	Lomié	147 463	1 010	
	33	1043	10.038	CAMBOUS	23/10/2000	Messok / Mindourou	54 447	3 500	
	34	1045	10.043	FIPCAM	09/10/2007	Abong-Mbang	70 283	3 100	Concessions regroupées
			10.046	SCTB Sarl	15/12/2000	Doumé / Abong-Mbang	44 700	1 050	
			10.039	SCTB Sarl	21/10/2001	Batouri / Mbang	34 222	1 050	
			10.060	SCTB Sarl	21/10/2001	Batouri / Mbang	149 079	1 110	
	36	1047	10.062	PANAGIOTIS MARELIS	20/10/2000	Bélo	68 976	1 750	
	37	1048	10.062	CSTC	10/10/2000	Moloundou	73 597	4 150	
	38	1050	09.017	FIPCAM	17/10/2001	Ebolowa / Mvangan	52 245	1 150	
			09.018				73 723	1 150	
	39	1051	10.005	STBK	12/10/2001	Yokadouna	66 688	1 150	
	40	1052	10006	SEFAC	04/10/2001	Yokadouna	54 150	8 000	
	41	1053	10010	SEFAC	04/10/2001	Moloundou / Yokadouna / Salapoumbé	71 410	5 100	
	42	1054	10.030	PALLISCO	22/10/2001	Messok	115 900	1 750	
	43	1058	10.052	SPL	04/10/2001	Mbang	39 728	1 700	
	44	1060	10.064	FILIERE BOIS	04/10/2001	Moloundou	63 865	3 300	
			10.064	FILIERE BOIS		Akrounga / Bengbis	50 752	1 600	
	45	1061	2E-RF	EQUATO BOIS	17/07/2011	Djoum / Oveng	54 823	3 300	
	46	1062	09.012	CAMTRANS	23/08/2002	Oveng / Mvangan	50 752	2 530	
	47	1064	09.016	COPA	29/11/2006	Moloundou	72 157	2 530	
	48	1065	10.013	HABITAT 2000	03/10/2002	Mbang			
	49	1066	10.056	SFID	03/10/2002	Mbang			

Convention d'exploitation définitive							
50	1067	10.057	DINCO	06/06/2011	Mbang	33 559	1 050
51	1069	09.020	CUP	22/09/2005	Eholowa/Ambaro/Ma'an	44 866	2 000
52	1070	10.025	SFIL	05/10/2005	Gangombo	47 821	1 620
53	1072	10.033	GRUMCAM	06/09/2005	Abong-Mbang/Mbang	82 208	5 375
54	1073	09.007 09.008 09.001	ETS MPACKO	14/12/2005	Dyoum	75 366	1 500
55	1075	09.011 09.002	SEFFCO	15/11/2005	Enika/Makab/Lalodarf	73 336	2 100
56	1079	09.011	SIBM	24/03/2006	Mvangue/Sipindi/Messondo	30 088	2 500
57	1081	09.026 09.027	CUP	21/03/2006	Dhoue / Abon / Sipindi / Lalodarf / Kibi	35 193 12 683	5 100 5 100
58	1087	11.005	CAFECO	22/11/2006	Eyamodjock	80 800	3 050
59	1088	10.005B	STRK	29/12/2006	Yokadouna	37 007	1 275
60	1089	11.003 11.004	SEFFCCAM	05/12/2006	Eyamodjock / Moutji / Akwau	43 844	1 600
Titres attribués après le 16 décembre 2011							
Convention d'exploitation définitive							
61	1020	08.003	SMK	21/05/2014	Ngarabé Tilar	45 210	1 500
62	1029	00.004	SIENCAM	27/11/2013	Aboumou/Makab/Tigay/Mangod / Makabé	94 917	2 650
63	1033	09.004b	FIPCAM	13/02/2012	Dyoum	63 673	2 025
64	1039	10.022	SIM	03/04/2012	Yokadouna	33 090	4 500
65	1044	10.039	LA FORESTIERE DE MBALMEYO	27/03/2013	Lomé / Abong-Mbang	47 385	2 100
66	1063	09.013	SOFOHNY	28/01/2014	Oveng / Mvangue/Sangme/line	42 356	2 255
67	1071	10.055 10.043	Sat Ets TONKAM Marcel et Cie	15/12/2014	Dja	89 962	2 100
68	1074	10.040	DINO & Fils	17/12/2013	Dja (Mindourou) / Lomé	79 579	2 100
69	1009	10.058	EAKOUANDE	15/02/2013	Batouri / Mbang	57 137	2 000
70	1078	09.022	CFK	07/02/2013	Ambaro/Ma'an	78 461	3 000
71	1084	10.048	SOFOHNY	18/01/2013	Haut-Nyong	66 607	2 100
72	1085	10.049 10.050	SBAC	21/05/2014	Haut-Nyong	31 673 38 613	2 500 2 500
73	1088	11.001	SIENCAM	27/11/2013	Eyamodjock	55 580	1 500
74	1090	10.065	LA COTIERE FORESTIERE	29/07/2014	Belabo / Bertoua	97 123	4 250
75	1082	09.028	TOPAZE	08/06/2015	Kribi	28 961	1 500
76	1014	09.005b	SOCTB	15/12/2014	Dyoum / M'atoue	44 698	1 105
77	1086	09.021	SCIEB	14/01/2013	Ma'an	41 963	1 500
Convention d'exploitation Provisoire							
78	1042	10.037	LA ROSIERE	04/02/2012	Haut Nyong	52 186	2 100
79	1068	11.002	SEFFCCAM	06/12/2012	Mamou	54 807	4 500
80	1083	10.047b	PALLISCO	02/01/2013	Haut-Nyong	47 241	3 850
81	1091	07.003	ENJC	17/12/2012	Nkam/Moungo	38 195	1 375
82	1092	11.006	SEFFCCAM	06/12/2012	Mangra	30 880	6 100
83	1094	11.008	SRPFCO	03/01/2013	Ndian/Mene	27 364	1 400
84	1097	10.027	SPEES	04/02/2013	Haut Nyong	31 803	4 100
85	1098	10.028	Multi-Service plus	13/02/2013	Haut Nyong	77 692	4 300
86	1099	10.032	SCIFO	28/07/2014	Haut Nyong	74 464	2 650
87	1100	10.033	GRACOVIR	04/01/2013	Haut Nyong	52 021	3 050

Convention d'exploitation Provisoire								
88	1102	10.035	IBC	15/02/2013	Haut Nyong	77 551	5 333	
89	1103	10.036	SIM	04/02/2013	Haut Nyong	57 018	4 100	
90	1104	10.066	BOTAC	08/07/2013	Moloundou	49 750	1 500	
91	1105	10.067	BOTAC	08/07/2013	Nyaya	31 842	1 500	
TOTAL OFA			TOTAL CONVENTIONS D'EXPLOITATION			6 265 177		
Titre d'exploitation	N°	N° FC	Attributaire	Année d'attribution	Localisation	Superficie (ha)	Prix d'attribution	Observations
Ventes de Coupe								
1	07 02 76		APC	14/11/2014	Aloundjock	2 494	40 200	
2	07 02 84		SCFFOCAM	16/11/2013	Yabassi	2 500	50 070	
3	07 03 76		ELONGOUDOUA	23/03/2013	Nyong	2 251	26 500	
4	07 03 102		ELONGOUDOUA	07/12/2013	Pouébo	2 500	3 700	
5	08 01 213		SPEES	18/07/2013	Nanga Eboko	1 654	17 200	
6	08 01 220		STP/SAOUDY/CAHAGRE	03/04/2014	Mintou	2 224	2 650	
7	08 01 222		STP/SAOUDY/CAHAGRE	14/11/2014	Mintou	2 326	27 500	
8	08 01 223		STP/SAOUDY/CAHAGRE	05/04/2014	Mintou	2 376	2 775	
9	08 01 225		SCJFO	28/02/2014	Nanga Eboko	2 154	34 500	
10	08 01 233		SOFICOM	05/11/2013	Mintou	2 483	31 000	
11	08 01 236		EXAF	06/11/2013	Mintou	2 144	30 618	
12	08 03 195		TTC	24/09/2014	Bikok	1 776	12 500	
13	08 03 197		TTC	24/09/2014	Akwono	2 149	17 000	
15	08 03 218		BMC	01/10/2014	Deuk	2 500	2 600	
16	08 03 219		FERA FORESTIERE	21/10/2014	Deuk	2 493	10 500	
17	08 03 220		SOBOCA	27/11/2014	Deuk	2 500	15 500	
18	08 03 227		ENJC	28/10/2013	Bikok	2 014	3 650	
19	08 04 225		LE ZENTTH	02/04/2014	Yoko	2 225	47 750	
20	08 04 231		MGBATOUE	08/07/2014	Ngarabé-Tilar	2 318	30 800	
21	08 04 236		LE ZENTTH	19/01/2016	Ngarabé-Tilar	2 500	52 000	
22	08 04 400		SMK		Yoko	1 336	2 500	
23	08 08 222		KIEFFER ET CIE	01/10/2013	Dibang	2 200	20 000	
24	08 08 226		ESA	13/12/2015	Enika	2 300	66 300	
25	08 09 230		EXAF	23/11/2015	Ayou	2 012	2 618	
26	08 09 232		WPC	02/04/2014	Ayou	2 251	36 850	
27	08 09 237		NAMBOUS	28/07/2014	Akoulounga	1 990	4 000	
30	09 01 219		ESA	23/11/2015	Bengha	1 777	76 700	
31	09 01 319		SIBM	2014	Sangmeléva	2 061	2 700	
32	09 01 320		SP BOJONGO	04/08/2015	Dyoum	1 039	2 950	
33	09 01 321		SP BOJONGO	2015	Dyoum	1 102	3 000	
34	09 01 322		SP BOJONGO	04/07/2015	Dyoum	1 115	3 000	
35	09 01 323		AMOGGOU/AROUZ	27/06/2015	Dyoum	1 019	6 500	
36	09 01 324		AMOGGOU/AROUZ	27/06/2015	Dyoum	1 018	6 000	
37	09 01 325		AMOGGOU/AROUZ	01/09/2015	Dyoum	1 172	6 000	
38	09 01 326		SCNB	18/08/2015	Dyoum	850	2 850	
39	09 01 327		SCNB	20/08/2015	Dyoum	952	2 825	
40	09 01 328		SOFICOM	27/08/2015	Dyoum	1 135	7 000	
41	09 01 329		SEATRANSBOIS	02/09/2015	Dyoum	1 062	3 850	
42	09 01 330		SEATRANSBOIS	02/09/2015	Dyoum	1 163	3 700	
43	09 01 331		SALI NJUIDA	02/09/2015	Dyoum	1 101	3 750	

Ventes de Coupe		N°	N° FC	Attributaire	Année d'attribution	Localisation	Superficie (ha)	Prix d'attribution	Observations
44	09 01 332	BOUSCAM	02/01/2013		Djoum		1 103	3 750	
45	09 01 333	ETS NICOLE	2015		Djoum		769	12 000	
46	09 01 334	SCIFO	31/08/2015		Djoum		1 028	3 500	
47	09 01 335	SCIFO	31/08/2015		Djoum		1 026	4 500	
48	09 01 337	SAFE	2016		Djoum		1 050	2 735	
49	09 01 338	SAFE	2016		Djoum		779	3 000	
50	09 01 339	SCIFO/BOUSCAM	2016		Djoum		966	4 000	
51	09 01 340	BOUSCAM	2016		Djoum		1 015	3 000	
52	09 01 341	BOUSCAM	2016		Djoum		831	3 000	
53	09 01 342	SBAC	2016		Djoum		1 023	2 700	
54	09 01 343	SBAC	2016		Djoum		1 028	2 725	
55	09 01 344	SOBOCA	2016		Djoum		897	2 700	
56	09 01 345	SOBOCA	2016		Djoum		842	2 700	
57	09 01 346	ETS AZALEA et FILLE	2016		Djoum		831	3 100	
58	09 01 347	ETS AZALEA et FILLE	2016		Djoum		907	3 000	
59	09 01 354	NGO TOUCK	2016		Djoum		1 047	2 750	
60	09 01 360	ECAPRESSE	2016		Meyounezala		890	2 998	
61	09 01 361	DINO & Fils	2016		Meyounezala		1 074	4 103	
62	09 01 362	DINO & Fils	2016		Meyounezala		1 146	3 500	
63	09 01 363	COFA	2016		Meyounezala		933	2 550	
64	09 01 364	COFA	2016		Meyounezala		1 015	2 550	
65	09 01 365	COFA	2016		Meyounezala		1 078	2 525	
66	09 01 366	EXAF	2016		Meyounezala		1 042	5 000	
67	09 01 367	JKAB	2016		Meyounezala		1 012	5 000	
68	09 01 368	SOPOMAC	2016		Meyounezala		891	3 400	
69	09 01 369	SOPOMAC	2016		Meyounezala		957	3 350	
70	09 01 370	SOPOMAC	2016		Meyounezala		1 003	3 300	
71	09 02 205	SF BOJONGO	26/03/2014		Ebolowa 1 / Ebolwa		2 420	35 000	
72	09 02 206	BOUATBOIS	29/07/2014		Ebolowa 1 / Ebolwa		2 300	57 750	
73	09 02 224	NTOUTOUM	08/11/2013		Ebolwa/Lalendorf		1 932	25 000	
74	09 02 232	BOUATBOIS	29/07/2014		Lokoanji		2 181,0	57 750	
75	09 02 300	AMOGOU ABOLU	27/08/2014		Kribi Ier		1 445,0	3 200	
76	09 02 301	AMOGOU ABOLU	27/08/2014		Lokoanji		1 519,0	3 000	
77	09 02 302	AMOG	15/04/2014		Kribi Ier		1 621,0	2 798	
78	09 02 306	SBAC	20/03/2014		Kribi Ier		1 920,0	2 750	
79	09 02 307	BOUSCAM	19/03/2014		Kribi Ier		2 234,0	2 750	
80	09 02 309	SOCEP	2014		Kribi Ier		978,0	2 800	
81	09 02 310	AMOGOU ABOLU	13/05/2014		Kribi Ier		2 060,0	3 000	
82	09 02 315	SALI NDJEDA	11/09/2014		Lokoanji		1 042,0	3 750	
83	09 02 316	SMAC	2013		Lokoanji		1 085,0	2 625	
84	09 02 318	NAMBOIS	31/12/2014		Lokoanji		1 015,0	800	
85	09 02 319	ESA	11/09/2014		Kribi Ier		780,0	3 000	
86	09 02 320	SACO	11/09/2014		Bipindi		799,0	4 000	
87	09 02 321	NGO TOUCK	16/09/2014		Cawpo		643,0	2 700	
88	09 02 322	SEGC	14/10/2014		Kribi Ier		979,0	29 751	
89	09 02 323	ONGUEDOU	13/01/2015		Cawpo		592,0	4 750	
90	09 02 324	AFC	18/02/2015		Cawpo		612	3 202	
91	09 02 340	BODUCAM	2014		Lokoanji		1 712,0	3 000	
92	09 02 341	BODUCAM	2014		Lokoanji		1 601,0	3 000	

Titre d'exploitation	N°	N° FC	Attributaire	Année d'attribution	Localisation	Superficie (ha)	Prix d'attribution	Observations
Ventes de Coupe	1	07 02 76	AFC	14/11/2014	Nkondjock	2 494	40 200	
	2	07 02 84	SOPOCAM	16/12/2015	Yabassi	2 500	50 010	
	3	07 03 76	BOUONGOTOUEA	23/02/2015	Ngwel	2 251	26 500	
	4	07 03 302	BOUONGOTOUEA	07/12/2015	Pauma	2 500	3 700	
	5	08 01 213	SFEES	16/07/2013	Nanga Eboko	1 654	17 200	
	6	08 01 220	ETS HANNOY CAMEROON	03/04/2014	Mfinta	2 224	2 550	
	7	08 01 222	ETS HANNOY CAMEROON	14/11/2014	Mfinta	2 326	27 500	
	8	08 01 223	ETS HANNOY CAMEROON	03/04/2014	Mfinta	2 376	2 775	
	9	08 01 225	SCIFO	28/02/2014	Nanga Eboko	2 154	34 500	
	10	08 01 233	SOFICOM	05/11/2015	Mfinta	2 485	31 000	
	11	08 01 236	EXAF	09/11/2015	Mfinta	2 144	30 618	
	12	08 03 195	TTC	24/09/2014	Bikok	1 776	12 500	
	13	08 03 197	TTC	24/09/2014	Akono	2 149	17 000	
	15	08 03 218	BMC	01/10/2014	Deuk	2 500	2 600	
	16	08 03 219	VERA FORESTIERE	21/10/2014	Deuk	2 493	10 500	
	17	08 03 220	SOBOCA	31/11/2014	Deuk	2 500	15 500	
	18	08 03 227	ENAC	28/10/2015	Bikok	2 014	3 650	
	19	08 04 225	LE ZENITH	02/04/2014	Foko	2 225	47 750	
	20	08 04 231	MGBATOUE	09/07/2014	Ngambé-Tkar	2 318	30 500	
	21	08 04 236	LE ZENITH	19/01/2016	Ngambé-Tkar	2 500	52 000	
	22	08 04 400	SMK		Foko	1 536	2 500	
	23	08 08 222	KIEFFER ET CIE	01/10/2015	Duhang	2 200	20 000	
	24	08 08 226	ESA	15/12/2015	Eséka	2 300	56 300	
	25	08 09 230	EXAF	23/11/2015	Ayas	2 012	2 618	
	26	08 09 232	WFCC	02/04/2014	Ayas	2 251	36 850	
	27	08 09 237	NAMBOIS	29/07/2014	Akonalinga	1 990	4 000	
	30	09 01 219	ESA	23/11/2015	Bengbis	1 777	76 700	
	31	09 01 319	SIRAM	2014	Sangmelima	2 031	2 700	
	32	09 01 320	SF BOJONGO	04/08/2015	Djoum	1 059	2 950	
	33	09 01 321	SF BOJONGO	2015	Djoum	1 102	3 050	
	34	09 01 322	SF BOJONGO	04/07/2015	Djoum	1 115	3 000	
	35	09 01 323	AMOGOU ABOLU	27/08/2015	Djoum	1 019	5 500	
	36	09 01 324	AMOGOU ABOLU	27/08/2015	Djoum	1 018	6 000	
	37	09 01 325	AMOGOU ABOLU	01/09/2015	Djoum	1 172	5 000	
	38	09 01 326	SCNB	10/08/2015	Djoum	850	2 650	
	39	09 01 327	SCNB	20/08/2015	Djoum	952	2 825	
	40	09 01 328	SOFICOM	27/08/2015	Djoum	1 135	7 000	
	41	09 01 329	SEKTRANSBOIS	02/09/2015	Djoum	1 062	3 550	
	42	09 01 330	SEKTRANSBOIS	02/09/2015	Djoum	1 163	3 700	
	43	09 01 331	SALI NDJEDA	02/09/2015	Djoum	1 105	3 750	

	93	09 03 342	BODUCAM	2014	Lokoundje	1 740,0	3 000
Ventes de Coupe	94	09 03 343	SALI NDJIDA	09/03/2015	Lokoundje	921,0	9 000
	95	09 03 344	SBAC	29/04/2015	Lokoundje	1 062,0	2 625
	96	09 03 345	SBAC	29/04/2015	Lokoundje	1 063,0	2 650
	97	09 03 347	MMG	09/06/2015	Lokoundje	1 631,0	3 500
	98	09 03 348	MMG	09/06/2015	Lokoundje	1 717,0	3 500
	99	09 03 349	ES	10/07/2015	Lokoundje	807,0	3 000
	100	09 03 350	ESA	10/08/2015	Campo	1 002,0	3 000
	101	09 03 351	ESA	10/08/2015	Campo	400,0	3 000
	102	09 03 352	AMOUSSOU ABOUY	04/11/2015	Lokoundje	883,0	5 000
	103	09 03 353	ODI ESSOMBA	17/09/2015	Lokoundje	588,0	15 000
	104	09 03 355	AMOUSSOU ABOUY	07/12/2015	Lokoundje	706,0	17 500
	105	09 03 356	AMOUSSOU ABOUY	07/12/2015	Lokoundje	819,0	17 500
	106	09 03 358	CTSC	2016	Lokoundje	641,0	5 000
	107	09 04 401	SESTRANSBOIS	01/01/2015	Ma'an	797	4 607
	108	09 04 402	BOISCAM	01/01/2015	Ma'an	741	5 371
109	09 04 403	ITTC	01/01/2015	Ma'an	727	3 000	
110	09 04 404	SFAB	16/03/2015	Ma'an	684	3 650	
111	09 04 405	SOBOCCA	01/01/2015	Ma'an	294,5	2 600	
112	09 04 406	SOBOCCA	01/01/2015	Ma'an	361	2 600	
113	09 04 407	SEGC	01/01/2015	Ma'an	361	4 000	
114	10 01 182	AMOUSSOU ABOUY	14/11/2014	Moloundou	2 445	12 600	
115	10 01 227	KIEFFER ET CIE	19/10/2015	Yokadouma	2 500,0	9 800	
116	10 01 228	LE ZENITH	19/01/2016	Yokadouma	2 340,0	59 000	
117	10 01 234	SOFCOM	05/11/2015	Yokadouma	2 500	8 000	
118	10 01 235	KIEFFER ET CIE	01/10/2015	Yokadouma	2 500,0	40 000	
119	10 02 206	SIM	02/04/2013	Lomé	2 500	34 250	
120	10 02 226	OTE COMPAGNIE	04/11/2015	Abong-Mbang	2 200	57 550	
121	10 02 228	BU'MO Sarl	10/12/2015	Doumé	2 000	62 250	
122	10 02 400	ELOUNGOUTOLA	02/06/2015	Abong-Mbang	1 707	2 650	
123	10 03 208	SFEES	30/07/2014	Batouri	2 474	32 650	
124	10 04 301	SFID	13/11/2014	Belabo	1 010	3 000	
125	10 04 302	SFID	13/11/2014	Belabo	965	3 000	
126	10 04 303	SFID	13/11/2014	Belabo	1 351	3 000	
127	10 04 304	SFID	13/11/2014	Belabo	824	3 000	
128	10 04 305	SFID	13/11/2014	Belabo	855	3 000	
129	10 04 306	SFID	13/11/2014	Belabo	1 003	3 000	
130	10 04 307	SFID	13/11/2014	Belabo	801	3 000	
131	10 04 308	SFID	13/11/2014	Belabo	991	3 000	
132	11 02 10	UNIPROVINCE	28/01/2014	Nyati	2 500	2 600	
133	11 02 11	UNIPROVINCE	03/11/2015	Nyati	1 236	7 450	
134	11 02 16	UNIPROVINCE	03/11/2015	Nyati	1 220	7 450	
135	11 06 025	FEEMAM	15/01/2015	Tambel	2 500	28 000	
TOTAL VENTES DE COUPE						188 461	

NB. 1- La RFA est exigible annuellement pour tous les titres valides



Le Ministre des Forêts et de la Faune

Annexe 3 : Liste des entreprises forestières agréées à la profession d'exploitant forestier en activité



LISTE DES ENTREPRISES FORESTIERES AGREES A LA PROFESSION D'EXPLOITANT FORESTIER EN ACTIVITE

VERSION DU 28.03.2016
6

1.	L'Agence Forestière Camerounaise	AFC	B.P 24078 Dia	073/CAB/PM	18/11/1997
2.	Alji Pietro et Fils Cameroun	ALPICAM	B.P 2130 Dia	185/CAB/PR	17/08/1978
3.	Sté Bois et Métal du Cameroun Sarl	BMC	B.P 246 Bafsan	100/CAB/PM	01/08/2005
4.	Sté Bois du Cameroun	BODUCAM	B.P 6269 Yde	167/CAB/PM	18/11/1998
5.	Sté Bois CAM	BOISCAM	B.P 7350 Yde	531/CAB/PR	31/07/1976
6.	Sté des Bois d'Afrique Centrale	SBAC	B.P 1840 Yde	86/A/CAB/MINEF/DF	28/09/1995
7.	Cameroun Agriculture & Forestry Exploitation Cie	CAFECO	B.P 81 kumba	174/CAB/PR	23/03/1980
8.	Compagnie forestière du Cameroun	CFC	B.P 5890 Yde	444/CAB/PR	03/08/1990
9.	Compagnie Forestière de Kribi	CFK	B.P 53 Kribi	009/CAB/PM	15/02/2000
10.	Compagnie Industrielle du Bois au Cameroun	CIBC	B.P 3139 Dia	803/CAB/PR	05/12/1988
11.	Compagnie forestière ASSAM	COFA	B.P 14495 Yde	66/A/CAB/MINEF/DF	25/08/1995
12.	Cameroun United Forest	CUF	B.P 1652 Dia	173/CAB/PR	17/08/1992
13.	Sté Edes Technologie services corporation	EDEATECH	B.P 22 Edes	087/PM	18/03/2009
14.	AMOUOOU ABOUTI	EFAA	B.P 248 Mbya	132/CAB/PR	22/11/1991
15.	Exploitation ENGOULOU ABOUTOU	ESA	B.P 79 N- EBOKO	177/CAB/PR	19/08/1992
16.	Entreprise TONKAM Marcel et Cie	ETMC	B.P 626 Dia	232/CAB/PR	17/11/1992
17.	La Filière Bois S.A	FB	B.P 13840 Yde	22/CAB/PM	22/03/1994
18.	Sté Fabrique Camerounaise de Parquet	FIPCAM	B.P 7479 Yde	015/CAB/PM	17/04/2001
19.	Grumes du Cameroun	GRUMCAM	B.P 1959 Dia	16/CAB/PR	08/01/1980
20.	Inter Bois Cameroun	IBC	B.P 3074 dia	1/CAB/PR	06/01/1993
21.	Sté LEFANG Sarl	L.E.F	B.P 7468 Yde	137/CAB/PM	16/11/1998
22.	Location Réparation Matériel du Génie Civil	LOREMA	B.P 1134 Dia	636/CAB/PR	03/12/1986
23.	MIGUEL KHOURY	MK ou EFMK	B.P 326 Yde	80/CAB/PM	16/07/1993
24.	NTDUTOUIM Jacques Roger	NIR	B.P 226 Kribi	185/CAB/PR	25/08/1992
25.	Sté Placages du Cameroun Sarl	PLACAM	B.P 1686 Dia	004/CAB/PM	06/01/2000
26.	Sté Commerciale et Industrielle et forestière	S.C.I.F.O	B.P 1658 dia	123/CAB/PM	12/11/1998
27.	Sté d'Exploitation des Bois du Cameroun	S.E.B.C	B.P 2054 Dia	127/CAB/PR	24/04/1980

VERSION DU 28.03.2016
1

28.	Sté Forestière et agricole du Cameroun sarl	S.F.A.C	B.P 11236 Yde	013/CAB/PM	25/11/1999
29.	Sté South Forestry Company Sarl	S.F.C	B.P 450 Sgnlima	083/CAB/PM	05/11/1998
30.	Sté Industrielle de Mbang S.A	S.I.M	B.P 5689 Yde	184/CAB/PM	07/12/1998
31.	Sté Africaine de Bois	SAB	B.P 09 Yde	107/CAB/PR	28/03/1980
32.	Sté Africaine des Bois du Mbam	SABM	B.P 326 Yde	33/CAB/PR	20/01/1989
33.	Sté Africaine de Commerce	SACO	BP 3113 Dia	221/A/CAB/MINEF/DF	18/12/1995
34.	Sté Camerounaise de Bois	SCABOIS	B.P 20965 Dia	82/A/CAB/MINEF/DF	27/06/1995
35.	Sté Cam. d'Industrie et d'Exploitation des Bois	SOIEB	B.P 11269 Yde	648/CAB/PR	21/10/1988
36.	Sté Camerounaise de Négoce de Bois	SCNB	B.P 5344 Dia	181/CAB/PR	20/08/1992
37.	Sté Camerounaise de Transformation de Bois	SCTB	B.P 77 Loum	802/CAB/PR	16/11/1983
38.	Sté d'Exploitation des Bois d'Afrique Centrale	SEBAC	B.P 942 Dia	159/CAB/PR	13/12/1991
39.	Sté d'Exploitation For et Agric du Cameroun	SEFAC	B.P 942 Dia	154/CAB/PR	08/01/1980
40.	Sté d'Exploitation des Grumes	MEG	B.P 2921 Yde	1196/A/CAB/MINEF/DF	20/10/1995
41.	Sté d'Expi des Produits Forestiers et de Comm	SEPFCD	B.P 0214 Yde	364/CAB/PR	03/05/1985
42.	Sté d'Exploitation et de Transformation du Bois	SEXTRAMBOIS	B.P 5089 Dia	150/PM	06/11/2006
43.	Sté Forestière ABAH-SARAK	SFAB	B.P 02 Kribi	121/CAB/PM	11/11/1998
44.	Sté Forestière des Commerces et Services	SFCS	B.P 6912 Yde	160/CAB/PR	13/12/1991
45.	Sté Forestière et Industrielle de la Doumé	SFID	B.P 1343 Dia	501/CAB/PR	03/08/1983
46.	Sté Forestière et Industrielle de la Lokoundjé	SFIL	B.P 1805 Dia	363/CAB/PR	18/12/1974
47.	Sté des Industries de Bois	SIBOIS	B.P 450 Bertoua	248/A/CAB/MINEF/DF	10/01/1996
48.	Sté SCIERE du Mbam et Kim	SMK	B.P 1775 Dia	022/PM	28/01/2010
49.	Sté Nouvelle des Contreplaqués du Cameroun	SN COCAM	B.P 154 Mbyo	14/CAB/PM	03/03/1994
50.	Sté Bois du Cameroun	SOBOCA	B.P 1897 Dia	116/A/CAB/MINEF/DF	18/10/1995
51.	Sté Camerounaise d'Exploitation Forestière	SOCEF	B.P 7651 Dia	159/CAB/PM	18/11/1998
52.	Sté de Transport et de Négoce	SOETRAN	B.P 4755 Dia	1496/A/CAB/MINEF/DF	27/12/1994
53.	Sté de Financement et de commerce Sarl	SOFCOM	B.P 6866 Yde	038/CAB/PM	13/11/1997
54.	Sté Forestière du Cameroun Sarl	SOFOCAM	B.P 8571 Dia	060/CAB/PM	02/09/1995

VERSION DU 28.03.2016

2

55.	Sté Forestière du Haut-Nyong	SOFONNY	658 Bertoua	063/CAB/PM	04/11/1998
56.	Sté de Transformation du Bois de la Kadry	STRK	B.P 38 Bounou	96/A/CAB/MINEF/DF	03/10/1995
57.	Sté Tropical Timber and Public Work Company	TTC	B.P 521 Yde	264/A/CAB/MINEF/DF	26/02/1996
58.	West Forestry Company	WFC	B.P 1804 Dia	277/CAB/PR	04/09/1979
59.	PALLISCO Sarl		B.P 4171 Yde	74207	10/04/1974
60.	Kieffer et Cie		B.P 260 Ngenmba	388/CAB/PR	01/09/1982
61.	Equato Bois		B.P 3153 Dia	498/CAB/PR	22/08/1989
62.	La Forestière de Mbatmayo	LFM	B.P 363 MBYO	121/A/CAB/MINEF/DF	20/10/1995
63.	ELOUNGOU TOUA	ETO	B.P 9288 Yde	126/A/CAB/MINEF/DF	31/10/1995
64.	Ets Harmony Cameroon		B.P 2246 Yde	144/A/CAB/MINEF/DF	20/11/1995
65.	MGBATOU Pierre		B.P 1623 Dia	147/A/CAB/MINEF/DF	20/11/1995
66.	ONGUEDOU ONGUEDOU Paul Richard		B.P 4125 Yde	218/A/CAB/MINEF/DF	30/11/1995
67.	SONG Augustin		B.P 1494 Garsua	22/A/CAB/MINEF/DF	31/01/1995
68.	Ets NICOLE		B.P 6780 Yde	35/A/CAB/MINEF/DF	17/02/1995
69.	NGO TOUCK			50/A/CAB/MINEF/DF	30/05/1995
70.	ENOURIEDI NDAH Joss Cedar	ENIC	B.P 7502 Yde	6/A/CAB/MINEF/DF	05/01/1995
71.	MPACKO Jean Pierre		B.P 1343 Dia	7/A/CAB/MINEF/DF	05/01/1995
72.	Ets ODI ESSOMBA Bonaventure		B.P 157 Yde	72/A/CAB/MINEF/DF	20/09/1995
73.	Sté OYE et Cie Sarl		B.P 12928 Yde	76/A/CAB/MINEF/DF	20/09/1995
74.	Sté les Ets La SOCAMBA	SLES	B.P 208 Dia	97/A/CAB/MINEF/DF	03/10/1995
75.	Sté Green Valley Incorporation Sarl	GVI	B.P 7289 Yde	114/CAB/PM	14/08/1996
76.	AAOUGOU AMOUGOU Jules		B.P 501 Yde	242/A/CAB/MINEF/DF	03/01/1996
77.	KHOURY Jean		B.P 3181 Dia	055/CAB/PM	17/11/1997
78.	Sté Uniprovince Sarl		B.P 324 yde	066/CAB/PM	17/11/1997
79.	L'Exploitation Forestière M.M.G Sarl	MMG	B.P 41 Kribi	068/CAB/PM	18/11/1997
80.	MBALLA BINDI Germain	MBG	B.P 243 Bertoua	087/CAB/PM	18/11/1997
81.	Sté Forestière EBOUEME EBAKA Sarl		B.P 197 Yde	018/CAB/PM	17/04/1998

VERSION DU 28.03.2016

3

82.	Ets KAROUANDE et Fils Sarl		B.P 5678 Yde	044/CAB/PM	02/11/1998
83.	SALI NDJIDA		B.P 442 Bertosa	077/CAB/PM	05/11/1998
84.	Sté FEEMAM Sarl		B.P 14399 Yde	095/CAB/PM	06/11/1998
85.	Sté DIMO et Fils Sarl	JOF	B.P 6507 Yde	099/CAB/PM	09/11/1998
86.	Sté la Florière Sarl		B.P 4830 Yde	110/CAB/PM	09/11/1998
87.	Sté SIENCAM Entreprise		B.P 422 Kumba	116/CAB/PM	10/11/1998
88.	Sté Habitat 2000		B.P 3400 Yde	136/CAB/PM	16/11/1998
89.	Sté Huguette Forestière sarl		B.P 10173 Dia	158/CAB/PM	18/11/1998
90.	Sté GRACOVIR Sarl		B.P 6895 Yde	018/CAB/PM	25/11/1999
91.	Sté PROVINCOR sarl		B.P 257 Yde	068/CAB/PM	15/09/1999
92.	Sté IANABI Sarl		B.P 4164 Yde	092/CAB/PM	06/12/1999
93.	Sté VERA-Forestière Sarl		B.P 11555 Yde	095/CAB/PM	06/12/1999
94.	MEROGECAM Entreprises		B.P 146 Maysaka	007/CAB/PM	15/02/2000
95.	Sté N.K Sarl		B.P 87 Yde	008/CAB/PM	15/02/2000
96.	Sté NAMBOIS Sarl		B.P 7172 Dia	092/PM	01/08/2006
97.	Les Ets ETIA AFRIC WOOD		B.P 11297 Dia	094/CAB/PM	01/08/2006
98.	Sté Panagiotis Mareis Sarl		B.P 1858 Dia	126/PM	02/10/2006
99.	Sté BILCOTI Cameroun Sarl		B.P 30370 Yde	001/CAB/PM	04/01/2007
100.	Sté le Zenith sarl		B.P 651 Yde	002/CAB/PM	04/01/2007
101.	Sté Multi-Services Plus sarl		B.P 87 Yde	003/CAB/PM	04/01/2007
102.	Sté CAMTRANS Sarl		B.P 233 MBYO	040/PM	22/02/2007
103.	Sté SEPECCAM		B.P 5989 Douala	060/CAB/PM	04/11/1998
104.	AFRICAPHYTO		BP 12521 Dia	168/CAB/PM	18/11/1998
105.	Ets FADIMATOU et FILS		BP 16422 Yde	139/A/CAB/MINEF/DF	20/11/1995
106.	BIC	BIC		70/A/CAB/MINEF/DF	20/09/1995
107.	CRELCAM		BP 35080 Yde	085/CAB/PM	21/09/1997
108.	Sté EMANE et FILS		BP 2558 Yde	085/CAB/PM	18/11/1997

VERSION DU 28.03.2016

4

109.	Joseph et Sidoine Sarl	JDSI	BP 32436 Dia	130/PM	25/06/2012
110.	Ets SAH JEROME		BP 5273 Yde	31/A/CAB/MINEF/DF	31/01/1995
111.	Groupeement Africain de Distribution	GAD	BP 8263 Yde	90/CAB/PR	20/01/1980
112.	NGUENANG Emmanuel		BP 5275 Yde	256/A/CAB/MINEF	
113.	KOZA Sarl		BP 1500 Yde	063/CAB/PM	02/07/2014
114.	Sté Forestière et Industrielle du MOUNGU	SFIM	BP 10340 Dia	112/CAB/PM	14/08/1996
115.	PHARMAFRIC Sarl		BP 1500 Yde	106/CAB/PM	01/08/2005
116.	Ets ERIMON		BP 207 Bmda	184/A/CAB/MINEF/DF	22/11/1995
117.	Mbskaping et Fils		BP 1712 Dia	189/A/CAB/MINEF/DF	22/11/1995
118.	Ets NGAKO et Frères		BP 16 Nkapa	247/A/CAB/MINEF/DF	30/01/1996
119.	Sté FANGA Sarl	SFF	BP 4861 Yde	11/A/CAB/MINEF/DF	17/01/1995
120.	Sté Forestière du Dja et de la Boumba Sarl	SFDB	BP 7581 Yde	84/A/CAB/MINEF/DF	27/09/1995
121.	Sté Industrielle des Bois MIP et Frères	SIBM	BP 307 Sigma	175/CAB/PM	23/03/1990
122.	La Cèsière Forestière	LCF	BP 3187 Dia	151/CAB/PR	06/07/1992
123.	MOUBANGA BAH IBRAHIM	MBI Sarl	B.P. 14079 Yde	169/CAB/PM	18/11/1998

VERSION DU 28.03.2016

5